A n h a n g

A n n e x e s

1 - 11

zu den Stadtratsprotokollen Nrn. 15 + 16

vom 29. und 30. September 2021

aux procès-verbaux n°s 15 + 16

des 29 et 30 septembre 2021

Anhang Nr. 1

Stadt Biel
Ville de Bienne

20200224

Rapport
du Conseil municipal
au Conseil de ville

concernant

Réponse au postulat interpartis 20200224, Bohnenblust Peter, FDP, Gurtner-Oesch Sandra, PVL, Bord Pascal, PRR, Schneider Sandra, UDC, Gugger Reto, PBD, Brunner Thomas, PEV, Grupp Christoph, Les Verts, Tennenbaum Ruth, Passerelle, Arnold Niels, SP, «Le budget 2021 doit pouvoir être discuté au vu des perspectives financières à moyen terme»

Madame la Présidente du Conseil de ville,
Mesdames, Messieurs,

1. Situation initiale

Le postulat 20200224 a été déposé le 24 juin 2020, et ses auteurs ont souhaité que le rapport soit présenté au Conseil de ville avant le traitement du budget 2021. Il a été traité à la séance du Conseil de ville du 14 octobre 2020 et adopté par arrêté n° SR-CV200133.

Le postulat a été déposé sur fond de crise due au coronavirus ains qu'au vu de la récession attendue et des facteurs d'influence négatifs en résultant en plus sur les finances communales. La grave crise économique redoutée a certes pu être évitée grâce à des mesures prises à tous les niveaux (Confédération, cantons et communes), mais la pandémie a quand même impacté les finances communales 2020/2021, et doit donc être prise en compte dans le budget 2022 et la planification financière pour les années à venir.

Il convient d'équilibrer les finances communales, afin que de telles crises (p. ex. nouvelle «vague corona») ou d'autres crises semblables puissent être aussi atténuées à l'avenir sans mettre en danger l'équilibre des finances communales à moyen et à long terme.

2. Réponse aux questions / rapport

Les commentaires suivants répondent directement aux questions formulées dans l'intervention parlementaire.

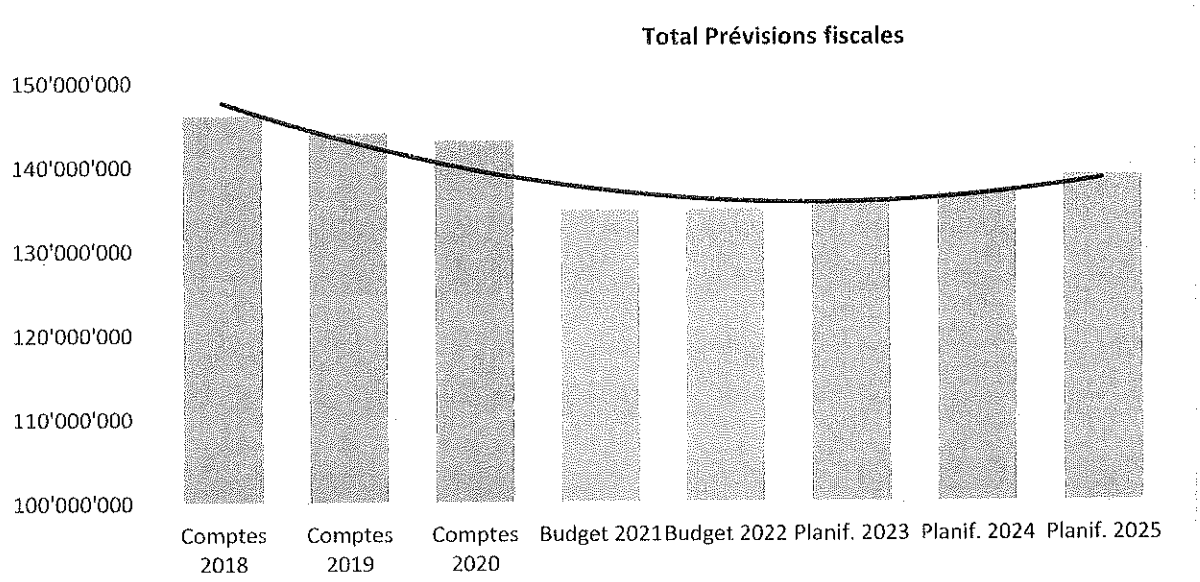
1. De quelle manière le Conseil municipal tient-il compte des risques économiques globaux liés à la crise du coronavirus dans sa planification financière à moyen terme ?

La pandémie de COVID-19 n'a pas seulement atteint la santé de la population, mais a aussi mis à mal l'économie (en partie de façon très diverse). En conséquence, le Conseil municipal suit très étroitement l'évolution économique et les risques en résultant pour les finances communales, de même qu'il demeure directement et en permanence en contact avec des entreprises importantes de Bienne.

Hormis l'évolution générale, il observe le développement spécifique aux branches en partie très différencié et en tient compte dans ses réflexions sur la planification financière à moyen terme.

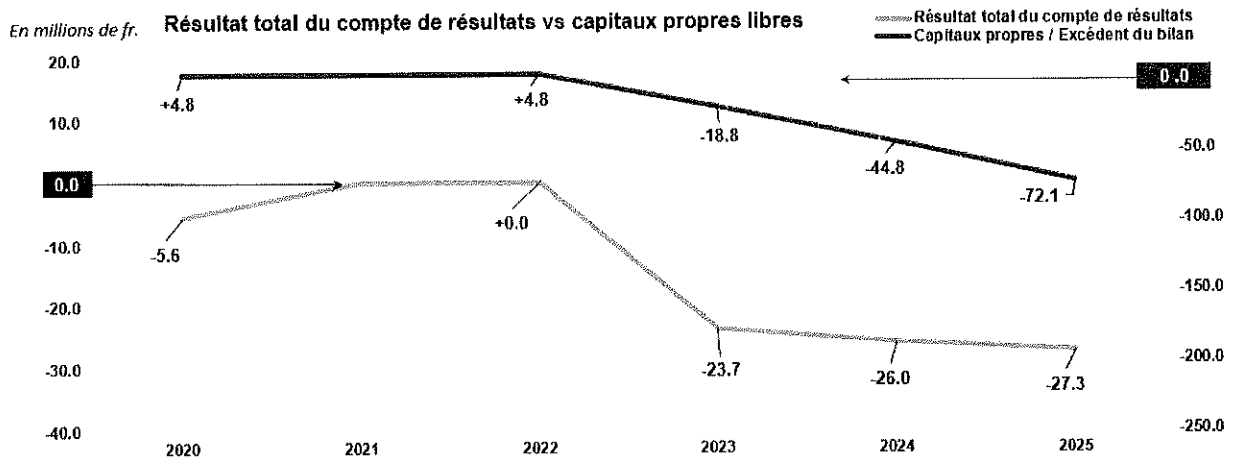
De plus, concernant l'évolution économique proprement dite, il s'agit aussi de tenir compte des effets des changements sur l'imposition des entreprises, tant aux plans international (OCDE: Base Erosion and Profit Shifting/BEPS) que national (réforme fiscale et financement de l'AVS/RFFA), lors de l'estimation des revenus fiscaux ayant un effet déterminant sur les finances communales et de les intégrer dans la planification financière à moyen terme.

La baisse supplémentaire des revenus fiscaux due à la crise du coronavirus (sans divers autres effets) provenant des personnes physiques et morales est estimée à quelque 15 millions de fr. (effet en 2022), avant que les recettes fiscales ne se redressent lentement les années suivantes.



Comme cela est indiqué dans le postulat, cet effet négatif peut être atténué à court terme du côté des recettes par des prélèvements sur le financement spécial «gains comptables issus des biens-fonds du patrimoine financier»; mais les besoins moyens plus élevés se reportent sur un endettement croissant.

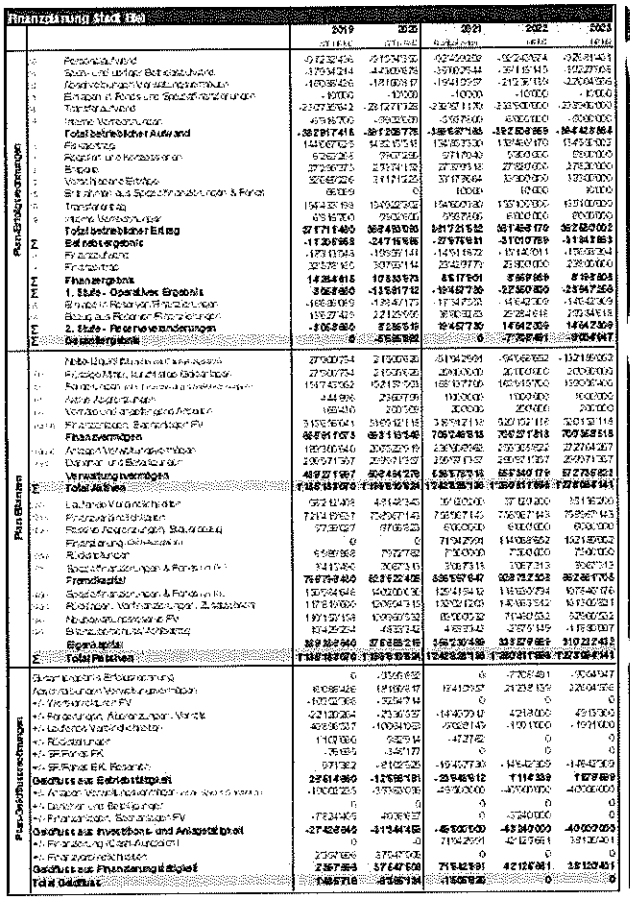
Des mesures de stabilisation des finances communales sont indispensables, sous peine d'épuiser les capitaux propres (excédent du bilan) en 2 à 3 ans malgré les prélèvements mentionnés sur des financements spéciaux:



Dans ce cas, des mesures de rang supérieur suivront. Cela est réglementé dans la loi cantonale sur les communes (art. 74 et 75 LCo), l'ordonnance sur les communes (art. 65 et 66 OCo) ainsi que dans l'ordonnance de Direction sur la gestion financière des communes (art. 28 ODGFCo). Si cela devait arriver, la marge de manœuvre décisionnelle de la Ville de Bienne s'en trouverait fortement restreinte, les investissements seraient stoppés et le Canton de Berne exercerait la surveillance suprême, ce qui signifierait des décisions prises par un tiers, le Canton.

2. Le Conseil municipal planifie-t-il les perspectives à moyen terme dans des scénarios comme doivent le faire aussi les entreprises ? En quoi consistent ces scénarios ?

Le Conseil municipal travaille avec un modèle intégré de planification financière se composant du bilan, du compte de résultats et du tableau des flux de trésorerie.



Axe temporel *en années*

Comptes de résultats *montrent e.a.:*

- Charges de personnel, biens et services
- Amortissements sur le patrimoine administratif
- Revenus fiscaux, taxes, revenus de transfert
- Charges financières, résultat opérationnel (niveau 1)
- Mouvements de réserves (niveau 2)
- Résultat total

➡ ***Évolution de la situation des revenus***

Bilans

- Patrimoines financier et administratif
- Engagements
- Financements
- Financements spéciaux, fonds
- Capitaux propres avec postes de réserves

➡ ***Évolution des dettes et capitaux propres***

Tableaux de flux de trésorerie

- Cashflow activités d'exploitation/de l'administration
- Cashflow activités d'investissements/de placements
- Cashflow activités de financement

➡ ***Évolution de l'autofinancement***
(entre autres, moyens financiers générés à des fins de désendettement ou d'investissements)

illustration

Cela permet de représenter un changement de situation initiale, divers scénarios et combinaisons de mesures, la durée d'utilisation des investissements, etc., afin d'analyser des sensibilités et des développements en résultant en matière de recettes, de dettes, de capitaux propres et d'autofinancement.

Pour garantir des finances communales saines, le Conseil municipal s'efforce de maintenir en harmonie les paramètres fondamentaux suivants à moyen et à long terme:

1. Compte de résultats	Capacité de revenus vs charges courantes
2. Autofinancement	Flux de trésorerie issu de l'activité d'exploitation vs dépenses d'investissements
3. Capacité d'endettement	Hauteur d'endettement vs capacité d'autofinancement
4. Capitaux propres	Excédent du bilan vs conditions-cadre légales

Le Conseil municipal travaille avec diverses valeurs caractéristiques et/ou paramètres de planification tels que croissance démographique, capacité contributive par habitant, variations des charges de personnel ainsi que des biens et services, volume des investissements, dettes

financières, etc. (cf. ci-après) alors représentés dans le modèle de planification. Grâce au travail avec des fourchettes cibles, soit en tenant compte de l'évolution sur l'axe temporel, on peut réagir à court terme aux changements de conditions-cadre sans perdre de vue l'objectif à moyen et à long terme de disposer de finances communales saines.

Compte de résultats

Paramètre	Calcul	Commentaire
Force contributive par habitant	Revenus fiscaux / population résidante (sciemment aucune «normalisation» à 100% d'impôts simples, car plutôt complexe et pas directement saisissable)	Fort levier, pour pouvoir accroître les revenus fiscaux sans augmenter la quotité d'impôt.
Nombre d'habitants		Fort levier, pour pouvoir accroître les revenus fiscaux sans augmenter la quotité d'impôt.
Résultat 1er niveau	Opérationnel avec revenus fiscaux, charges de personnel ainsi que de biens et services (vue par groupes, pas de types de résultats individuels)	Comparaison de l'évolution avec les comptes des 2 à 3 dernières périodes (état réel)

Autofinancement

Paramètre	Calcul	Commentaire
Flux de trésorerie provenant de l'activité d'exploitation	Selon tableau des flux de trésorerie	
Autofinancement / solde du compte de financement	Flux de trésorerie provenant de l'activité d'exploitation / des investissements	*cf. note

* Le flux de trésorerie ø provenant de l'activité d'exploitation doit absolument être supérieur à moyen et à long terme aux investissements ø pour atteindre un désendettement. Cette valeur caractéristique n'est appropriée que sur plusieurs années. La prise en compte d'une seule année est peu probante, du fait que le flux de trésorerie issu de l'activité d'exploitation peut varier. De plus, selon la stratégie choisie, il peut s'avérer judicieux de réaliser des investissements plus importants à court terme, cas échéant en lien avec un endettement ciblé. Les fourchettes cibles définies permettent expressément cette flexibilité.

Capacité d'endettement

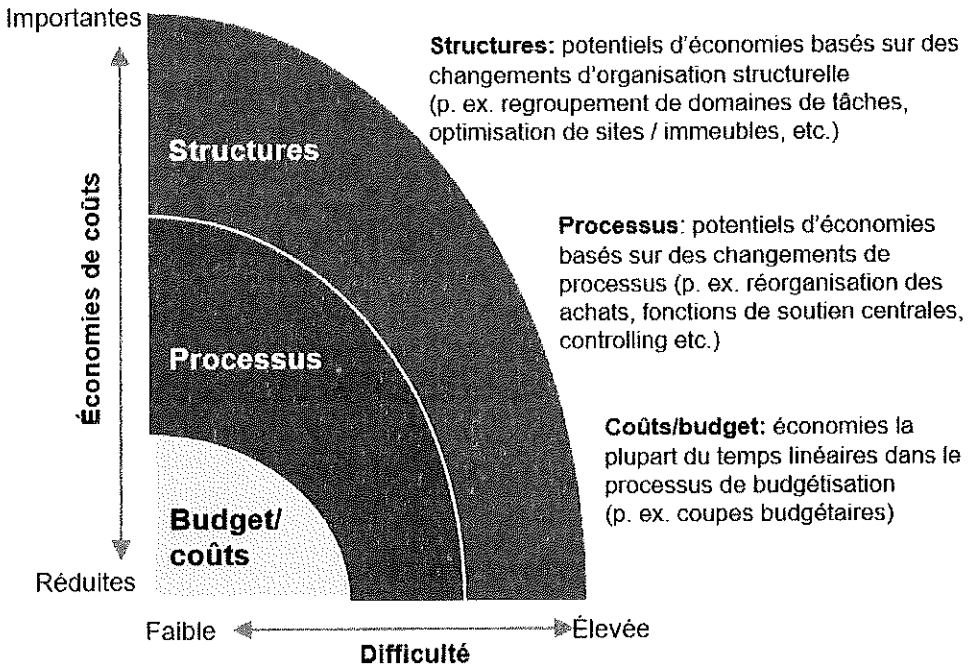
Paramètre	Calcul	Commentaire
Dette financière	Somme des engagements financiers des groupes de comptes 201 + 206	
Charges financières	Somme du groupe de comptes 34	

Capitaux propres libres

Paramètre	Calcul	Commentaire
Excédent du bilan		

Les valeurs cibles visées sont élaborées actuellement par le Conseil municipal dans le cadre d'une deuxième démarche sur la base du débat en cours portant sur des mesures potentielles.

Concernant les mesures à prendre, le Conseil municipal œuvre à différents niveaux: budget/coûts ainsi que processus et structures. Les mesures dans le domaine des structures et des processus sont durables, mais sont exigeantes en termes de mise en œuvre et nécessitent davantage de temps.



Alors que de premières mesures efficaces à court terme sont déjà prises en compte dans le budget 2022, les effets des mesures efficaces à moyen et à long terme se refléteront dans la planification financière 2023–2025, resp. au cours des années suivantes (horizon de 5 à 8 ans).

3. Quels scénarios possibles en termes de revenus fiscaux sont envisageables de l'avis du Conseil municipal ?

Le Conseil municipal doit agir rapidement, afin d'éviter de devoir présenter un découvert du bilan dans deux à trois ans.

La capacité contributive des personnes physiques doit être renforcée à moyen et à long terme, et ce, en particulier grâce a) une croissance démographique et b) une capacité contributive moyenne plus élevée par habitant. Cela peut être atteint, par exemple, par une valorisation de l'habitat ainsi que par la création d'espaces vitaux publics attrayants de grande valeur et ainsi par l'afflux de nouveaux résidents («transformer des pendulaires en résidents»).

En ce qui concerne les personnes morales, divers facteurs non directement influençables d'ordre fiscal (cf. sous ch. 1. «Changements de l'imposition des entreprises»), mais aussi d'ordre conjoncturel, sont très importants et pris en compte en conséquence dans la planification financière. L'attrait du site d'implantation prend de plus en plus d'importance par la pure différenciation via le taux d'imposition.

S'il devait s'avérer que malgré les mesures prises pour stabiliser les finances communales, des augmentations d'impôt sont inéluctables dans les années à venir, le Conseil municipal pourrait s'imaginer une hausse générale de la quotité d'impôt, mais aussi une différenciation entre les personnes physiques et les personnes morales (+ 20% maxi). Ces hausses seraient toutefois probablement seulement appliquées de façon transitoire et à durée déterminée.

Une hausse d'un dixième de la quotité d'impôt engendrerait des revenus fiscaux supplémentaires de quelque six millions de fr. par an et fournirait ainsi une contribution essentielle.

Toutefois, en raison de la crise du coronavirus, des hausses d'impôts à court terme ne sont pas prioritaires et ne sont donc pas d'actualité.

4. Quelles sont les répercussions de chaque variante sur les dépenses, les investissements, la quotité d'impôt et l'endettement ?

Le modèle financier, resp. le plan financier, représente une combinaison de mesures de différentes formes. Des représentations détaillées, resp. individuelles, des diverses répercussions sur les dépenses, les investissements, la quotité d'impôt et l'endettement ne sont pas pertinentes.

Le flux de trésorerie provenant de l'activité d'exploitation doit être positif à l'avenir et les investissements doivent être couverts par un autofinancement approprié. Dans le cas contraire, l'endettement va s'aggraver. Par conséquent, à moyen et à long terme, il faut générer suffisamment de flux de trésorerie (cash-flow) pour pouvoir faire face à l'exploitation et aux investissements par ses propres moyens. Tant que cela ne sera pas le cas, il sera inévitable de réduire ou de plafonner les dépenses et les investissements au moyen des paramètres définis au ch. 2.

Il ne faut pas non plus ici perdre de vue une évolution saine de la ville, et il convient de renforcer et d'étendre les caractéristiques positives distinctives de cette dernière. Le Conseil municipal va donc mener le débat sur les mesures dans cette optique et s'efforcer d'atteindre un autofinancement approprié (en comblant la lacune de financement ces 5 à 8 prochaines années).

Le Conseil municipal est en train d'analyser et de définir des mesures potentielles; elles sont déjà conçues de façon sommaire et les effets seront perceptibles à moyen et à long terme. Elles seront prises en compte ainsi dans le budget 2023 et des années suivantes.

5. Faut-il s'attendre à des allègements, resp. soutiens, de la part du Canton et/ou de la Confédération ? Si oui, dans quel ordre de grandeur ?

Le Conseil municipal et les différentes directions municipales s'activent à divers niveaux auprès de la Confédération et des cantons, afin de pouvoir influencer la répartition des moyens aux plans national et cantonal ainsi que les subventions cantonales et fédérales (spécifiques à des projets) qu'il convient d'assurer systématiquement. Les activités de la DFI se concentrent actuellement au niveau fédéral. Soutenue par l'Union des villes suisses, la Conférence des directrices et directeurs des finances des villes a soutenu les exigences suivantes auprès du Département fédéral des finances (DFF) ainsi que de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances (CDF):

1. Évaluation systématique de l'application cantonale des mesures d'allègement RFFA (évaluation au niveau communal)
   But: redistribution de la part compensatoire de l'impôt fédéral direct selon impact en fonction de l'utilisation d'instruments RFFA, ce qui représenterait une amélioration notable pour Bienne.

2. Participation directe des villes et communes au versement des milliards de la BNS (création des bases légales pour obliger en ce sens les cantons)

3. Meilleur accès des villes et communes à la distribution des prestations RPT (création des bases légales pour obliger en ce sens les cantons)

4. Implication des villes dans l'élaboration de réformes fiscales dès le niveau fédéral

Ces mesures visent à obtenir des allègements et des recettes supplémentaires. Cependant, il n'est pas encore possible à l'heure actuelle de les chiffrer exactement ni d'indiquer leur date d'entrée en vigueur potentielle.

6. Des recettes supplémentaires (hors impôts) sont-elles envisageables ? Si oui, dans quelle ampleur ?

Il existe différentes possibilités de financer une collectivité publique: impôts (revenus fiscaux), émoluments (taxes), contributions, autres revenus (entreprises publiques, participations) et emprunts. Contrairement à l'économie privée, la marge de manœuvre est limitée et relativement rapidement épuisée.

Le Conseil municipal est en train d'examiner les options existant pour accroître les recettes (aussi sans impôts). Des variantes telles que contributions de tiers (vérification d'autres potentiels), revenus de participations, adaptations d'émoluments et de tarifs (p. ex. places de stationnement), facturation de prestations couvrant les coûts sont analysées en vue d'une optimisation visant à renforcer le rendement.

Projet d'arrêté

Vu le rapport du Conseil municipal du 11.08.2021, et s'appuyant sur l'art. 43 du règlement du Conseil de ville de Bienne du 11 décembre 1996 (RDCo 1.5.1-1), le Conseil de ville de Bienne arrête:

1. Le postulat interpartis 20200224, Bohnenblust Peter, FDP, Gurtner-Oesch Sandra, PVL, Bord Pascal, PRR, Schneider Sandra, UDC, Gugger Reto, PBD, Brunner Thomas, PEV, Grupp Christoph, Les Verts, Tennenbaum Ruth, Passerelle, Arnold Niels, SP, «Le budget 2021 doit pouvoir être discuté au vu des perspectives à moyen terme» est radié du rôle comme étant réalisé.

Bienne, le 11.08.2021

Au nom du Conseil municipal

Le maire: La chancelière municipale:

Erich Fehr Barbara Labbé

Liste des annexes:
01_An Intervention parlementaire, y c. réponse (public)

Stadt Biel
Ville de Bienne

Réponse

au postulat interpartis urgent 20200224, Bohnenblust Peter, FDP, Gurtner-Oesch Sandra, PVL, Bord Pascal, PRR, Schneider Sandra, UDC, Gugger Reto, PBD, Brunner Thomas, PEV, Grupp Christoph, Les Verts, Tennenbaum Ruth, Passerelle, Arnold Niels, SP, «Le budget 2021 doit pouvoir être discuté au vu des perspectives financières à moyen terme»

Le postulat demande que le Conseil municipal soumette un rapport au Conseil de ville, et ce avant que le budget 2021 ne soit traité.

L'art. 64 de l'Ordonnance sur les communes du Canton de Berne (RSB 170.111) oblige les communes à établir un plan financier qui donne un aperçu de l'évolution probable des finances communales pour les quatre à huit années à venir. Le plan financier est arrêté par l'organe compétent, à savoir le Conseil municipal à la Ville de Bienne, et soumis au Conseil de ville, pour prise de connaissance, en même temps que le budget.

L'art. 38 du Règlement du Conseil de ville de Bienne (RDCo 151.21) établit à deux mois le délai de réponse à des interventions parlementaires dont l'urgence a été acceptée. Dans sa réponse, le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter ou de rejeter la motion ou le postulat en question. En vertu de l'art. 42 du règlement précité, le délai de réalisation des motions et postulats adoptés est de deux ans, pour autant que l'intervention ne fixe pas d'autre délai.

Il n'est pas possible de satisfaire au postulat dans le délai fixé (avant le traitement du budget 2021). Comme mentionné, le Conseil municipal avait deux mois pour répondre au présent postulat interpartis urgent. Dès lors, le Conseil de ville aurait dû décider à sa séance du 17 septembre 2020 s'il adopte ou non la présente intervention. Le Conseil municipal dispose ensuite d'un délai de deux ans pour satisfaire à la requête d'une intervention parlementaire adoptée, à moins que cette dernière ne fixe un autre délai. Le présent postulat interpartis urgent demande que le Conseil municipal soumette un rapport au Conseil de ville avant qu'il ne traite le budget lors de ses séances des 14 et 15 octobre prochains. Ainsi, pour satisfaire à cette requête avant le traitement du budget, il faudrait que le Conseil de ville puisse examiner ledit rapport déjà lors de sa séance du 17 septembre 2020, à savoir lors de la même séance où il serait encore en train d'adopter l'intervention parlementaire. Ce délai de réalisation est donc impossible à tenir. Une autre possibilité aurait été de traiter le rapport exigé par les intervenants lors de la même séance que le budget, mais plus haut dans l'ordre du jour. Cela aurait permis de satisfaire au souhait de traiter le rapport avant le budget. Cependant, pour qu'une affaire puisse être mise à l'ordre du jour de cette séance du Conseil de ville, il aurait fallu que le Conseil municipal adopte ce rapport au plus tard lors de sa séance du 2 septembre, soit deux semaines avant la séance durant laquelle le Conseil de ville décidera de l'adoption de l'intervention. Ces explications confirment que le délai fixé par les intervenants était impossible à tenir. Dès lors, l'intervention doit être par principe qualifiée de non réalisable.

Suite à l'arrêté du Conseil fédéral du 28 février 2020 (Ordonnance sur les mesures destinées à lutter contre le coronavirus [COVID-19]) et à celui du 13 mars 2020 (Ordonnance 2 sur les mesures destinées à lutter contre le coronavirus [COVID-19]), le Conseil municipal était déjà conscient que la situation extraordinaire aurait des conséquences à court et à moyen terme sur le budget et le plan financier de la Ville de Bienne. Les évolutions et répercussions des mesures décidées par le Conseil fédéral ont été prises en compte lors de l'élaboration du plan financier 2022–2024 et du budget 2021, dans la mesure où on pouvait les estimer. Dès lors, les réponses

aux questions formulées dans la présente intervention, si elles existaient lors de l'élaboration du plan financier se trouvent justement dans ce dernier.

Le Conseil municipal a adopté la réponse au présent postulat interpartis urgent et le plan financier 2022–2024 lors de la même séance. Il envisage de satisfaire à l'intervention dans le cadre de l'adoption du budget 2022 et du plan financier 2023–2025, c'est-à-dire d'élaborer au préalable le rapport demandé.

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat interpartis urgent 20200224.

Bienne, le 2 septembre 2020

Au nom du Conseil municipal

Le maire:	La chancelière municipale:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Annexe:
- Postulat interpartis urgent 20200224

Überparteiliches Postulat dringlich 20200224

Das Budget 2021 soll mit Blick auf die mittelfristigen Finanzperspektiven diskutiert werden können

Der Gemeinderat hat dem den Stadtrat einen Bericht vorzulegen - und dies vor Behandlung des Budget 2021 – in dem folgende Fragen beantwortet werden:

1. In welcher Weise bezieht der Gemeinderat die gesamtwirtschaftlichen Risiken aus der Corona-Krise in seine mittelfristige Finanzplanung mit ein?

2. Plant der Gemeinderat die mittelfristigen Aussichten in Szenarien, so wie das auch Unternehmen tun müssen? Wie sehen diese Szenarien aus?

3. Welche mögliche Szenarien der Steuereinnahmen sind aus Sicht des Gemeinderates denkbar?

4. Welche Auswirkungen hat jede Variante auf
a) Ausgaben
b) Investitionen
c) Steuerfuss
d) Verschuldung

5. Sind Entlastungen, bzw. Unterstützungen durch Kanton und/oder Bund zu erwarten? Und wenn ja: in welchem Umfang?

6. Zusätzliche Einnahmen (ohne Steuern): sind solche denkbar? wenn ja, welche und in welchem Umfang?

Begründung:
- Schon vor der Corona-Krise war die Finanzlage der Stadt Biel ist alles andere als gut und es stehen viele wichtige Investitionen an.
- Das «Hellen» der Budgets und Rechnungen durch Entnahmen aus Spezialfinanzierungen kann nicht darüber hinwegtäuschen, dass sich der Finanzhaushalt strukturell in Schieflage befindet. Eine noch höhere Verschuldung im Fall Inskünftig steigender Zinsen kann die Probleme noch dramatisch verstärken.
- Durch die Corona-Krise ist die Ausgangslage noch schwieriger abschätzbar geworden. Es ist nicht auszuschliessen, dass global eine lange und schwere Rezession bevorsteht. Die Stadt Biel wäre mit dem hohen Anteil von Steuern juristischer Personen besonders stark betroffen.
- Die Reaktionszeiten für Anpassungen des Finanzhaushaltes sind für ein Gemeinwesen länger als für ein Unternehmen. Umso wichtiger ist es, für verschiedene Szenarien rechtzeitig die Vorbereitungen zu treffen.
- Damit ein „Blindflug" verhindert werden kann, sind dem Stadtrat rechtzeitig die Überlegungen und erste Perspektiven des Gemeinderates mitzuteilen. Diese Auslegeordnung muss zwingend vor der Budgetdebatte für das Budget 2021 vorliegen. Die Dringlichkeit ist gegeben.
- Damit kann auch beurteilt werden, ob bereits beim Budget 2021 Massnahmen angezeigt sind.

Biel, den 25. 6.2020 Peter Bohnenblust, FDP.Die Liberalen Sandra Gurtner-Oesch, GLP

Mitunterzeichnende:

Pascal Bord, PRR Sandra Schneider, SVP Reto Gugger, BDP Thomas Brunner, EVP

Christoph Grupp, Grüne Ruth Tennenbaum, Passerelle Niels Arnold, SP

Anhang Nr. 2

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der Motion 20210050, Urs Scheuss, Grüne, «Ausbau des 5G-Antennennetzes: Schluss mit Bewilligungen im Bagatellverfahren»

1. Zweck der Motion

Der Gemeinderat wird beauftragt, sicherzustellen, dass alle Änderungen von konventionellen Antennen auf adaptive Antennen (5G) ein ordentliches Baubewilligungsverfahren durchlaufen und nicht mehr im Bagatellverfahren bewilligt werden.

Die Motion führt aus, dass heute für eine Umrüstung von bereits benützten Antennenstandorten zu adaptiven Mobilfunkantennen ein Bagatellverfahren ausreicht. Zahlreiche Antennen werden umgerüstet, ohne dass die Öffentlichkeit davon Kenntnis hat und somit Einsprache erheben könnte. Gerade bei derart umstrittenen Technologien wie dem 5G-Standard ist es wesentlich, dass möglichst viele Ausbauvorhaben ein ordentliches Bauverfahren durchlaufen müssen und publiziert werden. Dies ermöglicht den Bürgerinnen und Bürgern, ihre Rechte wahrzunehmen.

2. Analyse

Der Gemeinderat weist darauf hin, dass die Gemeinden generell keine Gesetzgebungskompetenzen haben bei der Frage, ob Bauten oder Anlagen baubewilligungspflichtig sind oder nicht.[1] Dieser Bereich fällt in die Zuständigkeit des Bundes sowie des Kantons und den Gemeinden verbleiben keine Restkompetenzen.

Die Kompetenz für den Erlass von Vorschriften im Bereich der Infrastruktur des Fernmeldewesens[2] wie auch des Schutzes der Bevölkerung gegen nicht ionisierende Strahlung[3] fällt ausschliesslich dem Bund zu.

Der Bund hat das Bewilligungsverfahren von Bagatelländerungen in der Verordnung über den Schutz vor nichtionisierender Strahlung (NISV) sowie in den Vollzugsempfehlungen gesetzlich geregelt. Die Kantone haben diese Regeln nachfolgend in den Empfehlungen der Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz (BPUK) umgesetzt. In Anwendung dieser Richtlinien muss der Mobilfunkbetreiber für die in Anhang 1 Ziffer 62 Absatz 5 NISV aufgelisteten Änderungen von Mobilfunkanlagen ein Baubewilligungsgesuch bei der zuständigen Behörde einreichen. Dabei handelt es sich um Anpassungen, die das Potenzial haben, die elektrische Feldstärke an Aufenthaltsorten von Menschen zu erhöhen.

Die in der NISV erwähnten Änderungen an Mobilfunkanlagen führen jedoch nicht in jedem Fall zu einer nennenswerten Erhöhung der elektrischen Feldstärke. Zur Vermeidung von unverhältnismässigem administrativem Aufwand empfiehlt die BPUK, anhand der aufgestellten Kriterien[4] Änderungsgesuche als Bagatelländerungen zu behandeln und auf eine (ordentliche) Baubewilligung zu verzichten. Sind diese Kriterien erfüllt, kann der Mobilfunkbetreiber bei der kantonalen Fachstelle für den Schutz vor nichtionisierender Strahlung (im Kanton Bern: Amt für Umwelt und Energie) ein Gesuch für eine Bagatelländerung einreichen. Das Amt ist für die Überprüfung der angeführten Spezifikationen zuständig und genehmigt das Vorhaben, sofern

---

1 Amt für Gemeinden und Raumordnung des Kantons Bern, Bernische Systematische Information Gemeinden, Nr. BSIG 7/725.1/1.1 vom 25. April 2019

2 Art. 92 der Schweizerischen Bundesverfassung (BV)

3 Art. 74 BV; umgesetzt u.a. im Bundesgesetz über den Umweltschutz und in der Verordnung über den Schutz vor nichtionisierender Strahlung

4 Empfehlungen der Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz (BPUK) zur Bewilligung von Mobilfunkanlagen: Dialogmodell und Bagatelländerungen vom 19. September 2019

die rechtlichen Anforderungen dazu erfüllt sind. Dieses Verfahren wurde vom Bundesamt für Umwelt und von der BPUK festgelegt und ist seit 2013[5] in Anwendung.

Der Grosse Rat des Kantons Bern hat 2019 die Motion «Keine Aushebelung des Mitspracherechts von Bevölkerung und Gemeinden bei 5G-Antennen»[6] behandelt und als nicht erheblich erklärt, womit er ablehnt, dass für die Installation neuer oder die Anpassung bestehender Mobilfunkantennen in jedem Fall ein (ordentliches) Baubewilligungsverfahren benötigt wird. Die Anliegen der Motionärinnen und Motionäre wurden jedoch insoweit aufgenommen, als die Motion 176-2019[7] in ein Postulat umgewandelt und angenommen wurde. In seiner Antwort beauftragt der Regierungsrat die Gemeinden, die Praxis bei der Behandlung der Bewilligungen für die Errichtung oder Anpassung bestehender Mobilfunkantennen untereinander abzugleichen. Der Kanton Bern wird diesbezüglich Richtlinien zur Behandlung von Mobilfunkantennen in Form einer Bernischen Systematischen Information der Gemeinden erlassen, um eine einheitliche Praxis bei der Behandlung von Änderungsgesuchen für Mobilfunkantennen auf dem Kantonsgebiet gemäss den geltenden Vorschriften, insbesondere bei der Publikation, zu gewährleisten[8].

Die Stadt Biel verfügt dementsprechend über keine Kompetenz, um über die von Bund, der BPUK oder vom Kanton Bern erlassenen Regeln hinauszugehen und von den Mobilfunkbetreibern zu verlangen, ein Baugesuch zu stellen, wenn sie dazu nicht verpflichtet sind. Mit dem Erlass von Regelungen, die von den verordneten Regeln der zuständigen Behörden abweichen, würde die Stadt Biel ihre Kompetenzen überschreiten und rechtswidrig handeln. Die Mobilfunkbetreiber wären in diesem Fall ermächtigt, gegen eine abweichende Praxis rechtlich vorzugehen. Die BPUK ist aktuell daran, ihre Mobilfunkempfehlungen aus dem Jahr 2013 zu Handen der Kantone im Lichte der 5G-Thematik zu überprüfen. Dies könnte, sollte der Kanton Bern die Empfehlung übernehmen, im Ergebnis zur Folge haben, dass inskünftig keine Bagatellverfahren mehr zulässig wären, wenn Änderungen im Zusammenhang mit adaptiven Antennen zur Diskussion stehen.

Deshalb stellt der Gemeinderat fest, dass kein Grund dafür besteht, im Bereich der Bewilligungen für Bagatelländerungen an Mobilfunkantennen Vorschriften zu erlassen.

3. Fazit

Gestützt auf die vorstehenden Ausführungen stellt der Gemeinderat fest, dass die Forderungen der Motion nicht in den Zuständigkeitsbereich der Stadt Biel fallen. Der Gemeinderat beantragt deshalb dem Stadtrat, die Motion 20210050 in ein Postulat umzuwandeln, dieses erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 23. Juni 2021

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage:
· Motion 20210050

---

5 Empfehlungen der Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz (BPUK) zur Bewilligung von Mobilfunkanlagen: Dialogmodell und Bagatelländerungen vom 19. September 2019

6 Geschäftsnr. 2019.RRGR.213, eingereicht am 13.06.2019

7 Motion 176-2019 «Mehr Transparenz in den Bewilligungsverfahren für Mobilfunk-Antennen und deren Aufrüstung für 5G», Geschäftsnr. 1029.RRGR.212, eingereicht am 13.06.2019

8 Antwort des Regierungsrates auf die Motion 176-2019, Geschäftsnr. 2019.RRGR.212, eingereicht am 13.06.2019

Vorstoss Nr. / Interv. no: 20210050
Termin GR / Délai CM: _____
Direktion /Direction: _____
Mitbericht / Corapport: _____

Motion

Ausbau des 5G-Antennennetzes: Schluss mit Bewilligungen im Bagatellverfahren

Der Gemeinderat wird beauftragt, sicherzustellen, dass alle Änderungen von konventionellen Antennen auf adaptive Antennen (5G) ein ordentliches Baubewilligungsverfahren durchlaufen und nicht mehr im Bagatellverfahren bewilligt werden.

Begründung:

Werden heute bereits benützte Antennenstandorte zu adaptiven Mobilfunkantennen umgerüstet, reicht ein Bagatellverfahren, bei dem es keine Möglichkeit zu Einsprachen gibt. An der Öffentlichkeit vorbei werden so zahlreiche Antennen umgerüstet. Gerade bei derart umstrittenen Technologien wie dem 5G-Standard ist es jedoch unumgänglich, möglichst viel Transparenz für die betroffene Bevölkerung zu schaffen. Darum müssen alle 5G-Ausbauwünsche ein ordentliches Bauverfahren durchlaufen und publiziert werden. So ist es den Bürgerinnen und Bürgern möglich, ihre Rechte wahrzunehmen.

Biel/Bienne, 10. Februar 2021

Bettina Epper, Grüne / Les Verts — Fraktion Grüne / Les Verts

Urs Scheuss, Grüne / Les Verts — Fraktion Grüne / Les Verts

Anhang Nr. 3

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der Interpellation 20210055, Scheuss Urs, Fraktion Grüne, «Umgang mit Zwischennutzungen»

Mit dem vorliegenden Vorstoss wird der Gemeinderat aufgefordert, zu verschiedenen Fragen im Zusammenhang mit Zwischennutzungen von brachliegenden Flächen im Eigentum der Stadt Biel Stellung zu nehmen. Gemäss dem Interpellanten leisten diese Zwischennutzungen einen Beitrag an die Attraktivierung der Quartiere und können wegweisend für die Quartiergestaltung sein. Die Beendigung von Zwischennutzungen sei eine kritische Phase. Daher sei es wichtig, dass schon zu Beginn klar sei, wie sie beendet werden, welche Folgenutzungen allenfalls in Frage kommen und wie die Erkenntnisse in die Stadt- und Quartierentwicklung einfliessen. Der Interpellant hält fest, dass sich die Interpellation nicht auf die Zwischennutzungen von Leerraum im Sinne von SGR 423.3 (Neu SGR 7.2.1-6) bezieht.
Der Gemeinderat nimmt zu den Fragen des Interpellanten gerne wie folgt Stellung:

1. ***Wie viele Zwischennutzungen gibt es auf Terrains im Besitz der Stadt Biel und wie hat sich die Zahl solcher Zwischennutzungen in den letzten Jahren entwickelt?***

   Die Baulandreserven der Stadt Biel befinden sich im Finanzvermögen und werden von der Abteilung Liegenschaften bewirtschaftet. Grundsätzlich werden diese Flächen an Dritte als Lager- oder Abstellflächen zu marktkonformen Konditionen vermietet. Landwirtschaftliche Flächen werden an die ansässigen Landwirtinnen und Landwirte üblicherweise in Gebrauchsleihe abgegeben. Bei allen Nutzungen wird auf die Möglichkeit einer zeitgerechten Beendigung der Verträge geachtet. Gewisse Grundstücke, v.a. in Wohnquartieren, eignen sich nicht für eine temporäre kommerzielle Nutzung. Diese werden in der Regel bis zu einer neuen Nutzung als Grünflächen bewirtschaftet. Teilweise befinden sich auf solchen Arealen noch Gebäude, deren Abbruch geplant ist. Insbesondere solche Flächen kommen für Zwischennutzungen in Frage. Die Nachfrage nach Zwischennutzungen hat sich in der Vergangenheit relativ konstant entwickelt. Aktuell bestehen auf Flächen im Eigentum der Stadt Biel folgende – nicht kommerziellen Nutzungen:

Terrain / Liegenschaft	**Art der Nutzung**	**Bemerkung**
Liegenschaft Poststrasse 41, GB Biel-Bienne Nr. 4552	QuartierInfo Mett	Mietvertrag mit der Direktion BKS bis 30.9.2021 (Verlängerung ist pendent)
Passerellenweg GB Biel-Bienne Nr. 5097	Gemeinschaftsgarten	Mietvertrag mit der Gruppe Arbres à palabres (Vertrag ist ausgelaufen)
Unterer Quai 1b und 1e, Ländtestrasse 29; GB Biel-Bienne Nr. 2983	Treffpunkt für Familien	Mietvertrag mit dem Verein Famiplus fest bis 31.12.2022 (anschliessend unbefristet)
Elise-Wysard-Strasse GB Biel-Bienne Nr. 11'019	Mobiles Wohnprojekt	Gebrauchsleihevertrag mit der Gruppe Escargot Noir

Poststrasse 37 GB Biel-Bienne Nr. 5757	Wohnprojekt (Liegenschaft besetzt)	Nutzung ohne Vertrag
Wydenauweg 38 und 40 GB Biel-Bienne Nr. 2731 (Eigentum Kanton Bern)	Wohnprojekt (Liegenschaft besetzt)	Liegenschaft im Eigentum des Kantons. Miete durch Stadt Biel und Untervermietung an Wohnprojekt (Vertrag ist ausgelaufen).
General-Dufour-Strasse GB Biel-Bienne Nr. 3898 und Nr. 7978	Kulturprojekt Stadion Gurzelen	Gebrauchsleihevertrag
Gottfried-Reimann-Strasse GB Biel-Bienne Nr. 4353	Gemeinschaftsgarten	Mietvertrag mit dem Verein Community Garten Biel (Vertrag von der Mieterin gekündigt)
Dr. Schneider-Strasse, Nidau, Expo-Platz GB Nidau Nr. 139	Veranstaltungen	Periodische Vermietung für verschiedene Projekte
Diverse Parzellen	Schrebergärten	Vermietung an Private

2. Von welcher Art sind die Zwischennutzungen?

Hierzu wird auf die Spalte «Art der Nutzung» in der Antwort zu Frage 1 verwiesen.

3. Wie werden Zwischennutzungen abgewickelt, worin bestehen die Abmachungen zwischen der Stadt und den Zwischennutzer und Zwischennutzerinnen?

Üblicherweise wird ein Mietvertrag mit vorteilhaften Konditionen oder ein Gebrauchsleihevertrag abgeschlossen. In jedem Fall soll die Zwischennutzerschaft die anfallenden Nebenkosten übernehmen. Das für die Zwischennutzung erarbeitete Konzept muss umgesetzt werden.

4. Wie werden Zwischennutzungen von der Stadt begleitet?

Anfragen für Zwischennutzungen müssen in der Regel mit einem entsprechenden Konzept unterlegt werden. Eine Vereinbarung wird nur bei überzeugendem Konzept abgeschlossen. Einmal in Betrieb wird die Umsetzung des Konzeptes und die Einhaltung der Vereinbarungen überprüft.

5. Wie werden Zwischennutzungen abgeschlossen?

Diesbezüglich wird auf die Antwort zu Frage 3 verwiesen.

6. Inwiefern fliessen Erfahrungen und Erkenntnisse aus Zwischennutzungen in die Quartier- und Stadtentwicklung?

Zunächst ist zu beachten, dass in Biel bisher nur wenig Erfahrungen mit Zwischennutzungen, wie wir sie heute kennen (z.B. Terrain Gurzelen), gesammelt werden konnten. Daher ist es momentan noch schwierig, eine Bilanz zu ziehen. Es besteht jedoch die Absicht, aus diesen Nutzungen

Erkenntnisse sowohl über die vielfältigen Bedürfnisse der Bewohnerinnen und Bewohnern wie auch über deren Verankerung am Ort zu gewinnen. Die Baugenossenschaft GURZELENplus verfolgt bei der Realisierung ihrer Wohnsiedlung «Fleur de la Champagne» auf dem heutigen Gurzelenplatz eben diesen Ansatz, weshalb sie für die Vergabe des entsprechenden Baurechts ausgewählt wurde.
Zwischennutzungen zeigen unter anderem den Wert unverplanter Freiflächen und «wilder» Orte auf. Diese bieten zahlreiche Möglichkeiten zur Aneignung des Raums durch verschiedenen Bevölkerungsgruppen und zur Produktion eines Stücks «Stadt» oder «Quartier» durch die Zivilgesellschaft. Diesen Tatsachen können für die künftige Nutzung Rechnung getragen werden, indem nicht alles fixfertig «hingebaut» wird, sondern Möglichkeiten für die Aneignung und Mitgestaltung der künftigen Nutzenden aller Generationen offen bleiben. Es wäre beispielsweise denkbar für die Entwicklung eines Siedlungskonzeptes mit den Zwischennutzenden und den Gruppen, die die Zwischennutzung als Freiraum besuchen sowie den künftigen Bewohnenden einer Siedlung und dem Wohnbauträger Workshops durchzuführen.

7. Welche Schlussfolgerungen zieht der Gemeinderat generell aus den bisherigen Zwischennutzungen, welchen Handlungsbedarf sieht er?

Die meisten bisherigen Zwischennutzungen haben ihren Ursprung in Eigeninitiativen von Bewohnerinnen und Bewohnern des entsprechenden Quartiers oder der Stadt. Der Gemeinderat begrüsst diese Ansätze und unterstützt wo immer möglich zeitliche begrenzte Projekte, welche einen Mehrwert für das Quartier oder darüber hinaus erzeugen. Grundsätzlich steht für den Gemeinderat aber immer die langfristige Entwicklung eines allenfalls zwischengenutzten Areals im Vordergrund. Aufgrund des partiellen Anklangs eines Zwischenutzungsprojekts kann für den Gemeinderat jedoch keine dauernde Nutzung einer temporär brachliegenden Fläche begründet werden. Hingegen ist der Gemeinderat offen, erprobte und erfolgreiche Projekte von Zwischennutzungen aufzunehmen und eine Umsetzung an anderer Stelle im Quartier resp. der Stadt zu prüfen. Die Zusammenarbeit zwischen der Stadt als Eigentümerin von temporär brachliegenden Flächen und den Initiantinnen und Initianten von Zwischennutzungen hat in der Vergangenheit gut funktioniert.

Biel, 23. Juni 2021

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilage:
· Interpellation 20210055

Vorstoss Nr. / Interv. no: 20210055
Termin GR / Délai CM: _____
Direktion /Direction: _____
Mitbericht / Corapport: _____

Interpellation

Umgang mit Zwischennutzungen

Brach liegende Flächen können mit Zwischennutzungen vorübergehend belebt werden. Zwischennutzungen schaffen Raum für vielfältige kreative Projekte und leisten einen Beitrag zur Attraktivierung der Quartiere. Anwohner*innen erhalten so die Gelegenheit für Begegnungen, es wird die gesellschaftliche Teilhabe aller gefördert und die direkte Beteiligung an Stadtentwicklungsprozesse wird ermöglicht. Zwischennutzungen können zudem wegweisend für die künftige Quartiergestaltung sein, indem sie zeigen, welche Nutzungen bei der Bevölkerung Anklang finden und sich bewähren.

Es liegt in der Natur der Sache, dass bei guten Zwischennutzungen der Wunsch aufkommt, die ursprünglich nur vorläufig vorgesehene Nutzung beizubehalten. Der Abschluss einer Zwischennutzung ist somit eine kritische Phase. Daher ist es wichtig, dass schon zu Beginn von Zwischennutzungen klar ist, wie sie beendet werden, welche Folgenutzungen allenfalls in Frage kommen und wie die Erfahrungen und die Erkenntnisse aus der Zwischennutzung über das Terrain hinaus in die Quartier- und Stadtentwicklung einfliessen.

Der Gemeinderat wird gebeten, folgende Fragen zu beantworten:

1. Wie viele Zwischennutzungen gibt es auf Terrains im Besitz der Stadt Biel und wie hat sich die Zahl solcher Zwischennutzungen in den letzten Jahren entwickelt?
2. Von welcher Art sind die Zwischennutzungen?
3. Wie werden Zwischennutzungen abgewickelt, worin bestehen die Abmachungen zwischen der Stadt und den Zwischennutzer*innen?
4. Wie werden Zwischennutzungen von der Stadt begleitet?
5. Wie werden Zwischennutzungen abgeschlossen?
6. Inwiefern fliessen Erfahrungen und Erkenntnisse aus Zwischennutzungen in die Quartier- und Stadtentwicklung?
7. Welche Schlussfolgerungen zieht der Gemeinderat generell aus den bisherigen Zwischennutzungen, welchen Handlungsbedarf sieht er?

Hinweis: Die vorliegende Interpellation bezieht sich nicht auf Zwischennutzungen von Leerraum im Sinne des Reglements über die Zwischennutzung von Leerraum (SGR 423.3)

Biel/Bienne, 11. Februar 2021

Urs Scheuss
Fraktion Grüne / Les Verts

Anhang Nr. 4

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des dringlichen überparteilichen Postulates 20210172, Tanner Anna, SP, Liechti Kathleen, EVP, Roth Myriam, Grüne, Hamdaoui Mohamed, Die Mitte, Halter Marisa, PdA, Moeschler Marie, PSR, «Überlebenshilfe Passantenheim Biel»

Mit dem vorliegenden parlamentarischen Vorstoss wird der Gemeinderat gebeten, das Überleben des Passantenheims der Heilsarmee zu garantieren, indem er die Heilsarmee in den Verhandlungen zu einer Mietzinsreduktion oder in der Beschaffung von sonstigen finanziellen Mitteln unterstützt.

Der Gemeinderat äussert sich zu den formulierten Anliegen wie folgt:

Die Stadt Biel unterhält seit vielen Jahren einen Leistungsvertrag mit der Heilsarmee zur Führung des Passantenheims. Der Vertrag beruht auf der Sozialhilfegesetzgebung des Kantons Bern und ist Teil des institutionellen Leistungsangebots der Sozialhilfe in der Stadt Biel. Zusammen mit Casanostra, dem Sleep-In und der Gassenküche stellt das Passantenheim ein niederschwelliges Angebot in den Bereichen soziale Integration, Obdach und Wohnen sicher.

Die Angebote der institutionellen Sozialhilfe werden, basierend auf einer Ermächtigung der Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion des Kantons Bern (GSI), über den Lastenausgleich Sozialhilfe finanziert. Die Abgeltungen an die Heilsarmee zur Führung des Passantenheims entsprechen dabei genau dem Betrag, den die GSI bewilligt hat. Darüberhinausgehende Subventionen sind nicht vorgesehen und unter den derzeitigen finanziellen Rahmenbedingungen der Stadt Biel auch nicht vertretbar. Eine Verschiebung der ermächtigten Mittel zwischen den Anbietern ist in begründeten Fällen und mit Genehmigung der GSI möglich. Dabei gilt es jedoch zu bedenken, dass auch die übrigen Anbieter mit den Folgen der Pandemie zu kämpfen haben und eine Reduktion ihrer Subventionen nicht einfach so wegstecken könnten.

Was die Forderung betrifft, das Passantenheim beim Erwirken einer Mietzinsreduktion zu unterstützen, ist der Gemeinderat der Meinung, dass es nicht in seinen Aufgabenbereich fällt, private Dritte in administrativen Belangen zu Hilfe zu kommen. Er ist überzeugt, dass die Heilsarmee als eine der grössten Non-Profit Organisationen der Schweiz besser gerüstet ist, diese Verhandlungen zu führen als eine Verwaltungseinheit der Stadt, welcher die Einzelheiten des Mietverhältnisses nicht bekannt sind.

Die Ermächtigungsperiode der institutionellen Sozialhilfe läuft Ende 2021 ab und die Leistungserbringer haben per Ende Mai neue Gesuche um Kostenübernahme an die GSI gestellt. Die Heilsarmee hat dabei beantragt, den Subventionsbetrag für das Passantenheim von CHF 346'430.- auf CHF 415'430.- zu erhöhen. Die Stadt Biel hat in einem separaten Schreiben an die GSI den Antrag der Heilsarmee begründet und ihre Unterstützung ausgesprochen. Der Gemeinderat vertritt daher die Auffassung, dem Anliegen des Postulats bereits in ausreichendem Masse nachgekommen zu sein.

Gestützt auf die obenstehenden Ausführungen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, das dringliche überparteiliche Postulat 20210172 erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 11. August 2021

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage: Dringliches überparteiliches Postulat 20210172

Dringliches überparteiliches Postulat

Überlebenshilfe Passantenheim Biel

Antrag

Der Gemeinderat wird gebeten zusammen mit den Verantwortlichen des Passantenheims Biel eine Möglichkeit zu finden, wie das Defizit ausgeglichen werden kann.
Oberste Priorität hat dabei das Erwirken einer Mietzinsreduktion.

Begründung

Das Passentenheim bietet Unterkunft für Menschen, die von Obdachlosigkeit oder Wohnungsnot betroffen sind und erfüllt somit einen wichtigen Auftrag in der Stadt Biel. In Zeiten von Corona gab es einen Einbruch bei der Bettenbelegung (ca. 20%), da nicht mehr in gewohnter Anzahl Menschen vom Sozialdienst zugewiesen wurden. Die hilfesuchenden Menschen kamen oft auf eigene Initiative ohne Kostengutsprache, was Arbeitsstunden verursachte, die nicht beglichen wurden. Somit reicht das Geld durch den Leistungsvertrag mit der Stadt Biel (346 000.- finanziert durch den Kanton) nicht aus. Die Fehlenden Gelder können auch nicht durch den Bund eingeholt werden, da das Passantenheim kein Hotel und auch kein Kulturbetrieb ist. Bisherige Sparbemühungen wie die Anfragen für die Reduktion des Mietzinses noch die Herabsetzung der Stellenprozente, waren bis jetzt erfolgreich. Eine Reduktion der Präsenzzeiten des Personals wären absolut nicht tragbar, da die Problemlagen der Bewohnenden sehr vielfältig sind und eine nahe Begleitung voraussetzen. Es kann davon ausgegangen werden, dass die Folgen der Pandemie in der nächsten Zeit eine Erhöhung der Sozialhilfeempfangenden mit sich bringen wird. Somit wird der Bedarf für die bestehenden Bettenzahl wieder gerechtfertigt. Auch andere Institutionen wie das Sleep-In oder Casanostra sehen das Passantenheim als einen wichtigen Partner. Auch sie sehen sich vor ähnliche Herausforderungen gestellt. Somit wird beantragt das Überleben des Passantenheims zu garantieren. Die Stadt soll das Passantenheim unterstützen in den Verhandlungen zur Mietzinsreduktion oder in der Beschaffung von sonstigen finanziellen Mittel.

Biel/Bienne, 20. Mai 2021

Anna Tanner (SP)

Kathleen Liechti (PEV)

Myriam Roth (Les Vert-e-s)

Mohamed Hamdaoui (Die Mitte)

Marisa Halter (PdA)

Marie Möschler (PSR)

Anhang Nr. 5

Stadt Biel
Ville de Bienne

Réponse

au postulat urgent 20210171, Kilezi Ruth, Groupe PSR, Moeschler Marie, Groupe PSR, «Les enfants doivent pouvoir profiter de l'été à Bienne»

Le postulat urgent déposé charge le Conseil municipal d'examiner en particulier les options suivantes:

1. Gratuité ou réduction du prix du passeport vacances et des offres d'animation jeunesse pour les enfants et jeunes en âge scolaire.

2. Rabais sur les offres culturelles ou sportives subventionnées par la Ville de Bienne pour les enfants et jeunes jusqu'à 18 ans (p. ex. entrée à prix réduit aux manifestations, rabais sur les cotisations de participation).

Tout comme les intervenantes, le Conseil municipal estime que les enfants et les jeunes sont particulièrement touchés par la crise liée au coronavirus, notamment par la restriction des contacts sociaux et des activités de loisirs. Durant l'été, ils doivent donc pouvoir profiter d'une palette la plus vaste possible d'offres et d'activités de loisirs. L'assouplissement des mesures de protection au printemps a rendu aux enfants et aux jeunes une grande partie de leurs libertés, dont la possibilité de se retrouver à l'extérieur en groupes plus importants. Au moment de la rédaction de la présente réponse, la levée de mesures de protection supplémentaires était en vue ainsi que la réintroduction des manifestations de plus grande taille.

1.) Offres gratuites ou réduction de prix pour le passeport vacances

Le Conseil municipal considère modérés les prix pratiqués pour le passeport vacances: cinq jours de 09h00 à 17h00 coûtent 90 fr. Les parents ayant un revenu modeste (bénéficiaires des réductions de primes d'assurance maladie) paient 50 fr. Au moment de la présente réponse, le processus d'inscription était déjà bouclé. À l'exception de quelques places isolées, la plupart des cours étaient pleins. Une offre d'accueil de vacances est disponible pour les enfants qui ne peuvent ou ne souhaitent pas fréquenter le passeport vacances. Cette offre, qui coûte six francs de l'heure, est prise en charge par les collaborateurs et collaboratrices de l'école à journée continue. Les enfants vont se baigner, faire du sport, se promener dans la forêt ou bricolent. Le nombre de places n'est pas limité et tous les enfants qui s'inscrivent sont accueillis. Il n'est donc pas nécessaire de prévoir une augmentation de la capacité comme le demandent les intervenantes.

Les enfants déjà inscrits pour l'été au passeport vacances ou à l'accueil de vacances y participent indépendamment du fait que l'offre soit gratuite ou non. Le Conseil municipal part du principe que le prix n'est pas décisif pour une participation. Même avec des offres gratuites, il n'est pas possible d'atteindre tous les enfants et les jeunes. Par ailleurs, il faut s'attendre à ce que les offres gratuites soient principalement fréquentées par les enfants et les jeunes dont les familles auraient déjà été disposées à payer pour y avoir accès. En outre, on est en droit de penser que les familles qui ont dû renoncer à leurs vacances à l'étranger en raison de la pandémie de coronavirus sont tout à fait en mesure de payer les tarifs modérés des offres proposées. En conséquence, le Conseil municipal estime que l'effet de la gratuité des offres sur le nombre de participants et participantes serait plutôt réduit.

Pour la Ville de Bienne, la gratuité de l'offre du passeport vacances se traduirait par une perte de recettes d'environ 65 000 fr. En outre, cela se répercuterait également sur l'organisation, dans la mesure où les participants et participantes se sentent moins tenus de se présenter aux offres auxquels ils se sont inscrits dès lors que si celles-ci sont gratuites.

Les manifestations et les offres en matière d'animation socioculturelle pour la jeunesse en milieu ouvert sont généralement proposées à des prix modiques afin d'en faciliter l'accès à tous les enfants ou jeunes. S'agissant de ces offres, il convient de souligner que durant les vacances d'été ce sont elles justement qui enregistrent la plus faible fréquentation et dont la voilure doit être réduite. Une partie des enfants passent leurs vacances au passeport vacances, d'autres restent chez eux ou voyagent avec leurs parents. En été, les jeunes passent leur temps libre principalement dehors avec leurs pairs et ne souhaitent ni animation ni surveillance.

L'accès au lac avec les piscines des Prés-de-la-Rive et de Vigneules est gratuit et les prix de l'accès à la plage pour les enfants sont bas: l'abonnement à la saison coûte 25 fr. jusqu'à 15 ans et 35 fr. dès 15 ans.

2.) Rabais sur les offres culturelles ou sportives

Dans le domaine des loisirs, il existe déjà des offres gratuites, telles que le pumptrack mobile aménagé actuellement au Sahligut. Celui des Prés-Wildermeth est également accessible gratuitement. Les camps de sport du Service des sports sont autofinancés. Ils ne peuvent donc être organisés sans déficit qu'aux tarifs prédéfinis.

En raison de la situation liée à la pandémie, l'été culturel 2021 se déroulera différemment: il n'y aura ni Braderie, ni Pod'Ring pour flâner et se regrouper. Cependant, il y aura tout de même quelques offres gratuites. Durant la manifestation «Summer Now» sur le site de l'Expo au bord du lac, une offre gratuite sera proposée aux enfants tous les mercredis soirs avec une «heure des contes», des concerts et des ateliers créatifs de peinture ou de bricolage. Le bac à sable sera disponible en tout temps. À cette même occasion, des activités sportives seront organisées gratuitement tous les mercredis après-midis pour les enfants entre 5 et 15 ans.

Le Conseil municipal est d'avis que, grâce aux libertés nouvellement retrouvées et aux offres existantes, les enfants et les jeunes pourront profiter de l'été 2021 et auront suffisamment de possibilités pour être actifs, se retrouver et nouer des contacts. Il estime que des réductions de prix et des offres gratuites auraient peu d'effet à cet égard.

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat urgent 20210171 et de le radier du rôle comme étant réalisé.

Bienne, le 11 août 2021

Au nom du Conseil municipal

Le maire: La chancelière municipale:

Erich Fehr Barbara Labbé

Annexe: postulat urgent 20210171

210171

CM 11.08.2021

Postulat

Motion urgente

Les enfants et jeunes doivent pouvoir profiter de l'été à Bienne

Le Conseil municipal est chargé d'accorder la gratuité ou une réduction de prix sur les offres de loisirs à l'attention des enfants et jeunes biennois·e·s durant l'été 2021. Il examinera en particulier les options suivantes :

1. **Gratuité ou réduction du prix du Passeport vacances et des offres d'animation jeunesse pour les enfants et jeunes en âge scolaire**
2. **Rabais sur les offres culturelles ou sportives subventionnées par la Ville de Bienne pour les enfants et jeunes jusqu'à 18 ans (p. ex. entrée à prix réduit aux manifestations, rabais sur les cotisations de participation)**

Argumentation : A Bienne comme ailleurs en Suisse, les enfants et jeunes ont particulièrement souffert de la crise du Covid-19. Ces derniers mois, ils ont été privés de contacts sociaux et d'une grande partie de leurs activités de loisirs. Les cas de détresse psychologique chez les enfants et adolescent·e·s sont en nette hausse. Il est important que les autorités biennoises montrent qu'elles se préoccupent de cette situation et prennent des mesures pour y faire face.

Cet été, en raison des restrictions sanitaires, beaucoup de familles n'auront pas la possibilité de partir en vacances et resteront à Bienne. Il est à craindre que les offres d'animation jeunesse habituelles (p. ex. Passeport vacances) ne suffisent pas à couvrir la demande. Par ailleurs, les événements permettant aux enfants et jeunes de se retrouver dans un cadre convivial (Braderie, Pod'ring, Lakelive Festival) sont compromis.

Les enfants et jeunes doivent pouvoir profiter de leur été 2021 à Bienne, se retrouver entre amis, faire du sport ou des activités de plein air dans un cadre adapté, sans être simplement « livrés à eux-mêmes ». Offrir la gratuité ou un rabais sur les offres de loisirs serait un geste symbolique fort de la Ville de Bienne envers les enfants et jeunes ainsi que leurs familles. En outre, on peut s'attendre à ce qu'elle se répercute de manière positive sur la consommation locale.

Bienne, le 20.05.2021

Pour le groupe PSR / JS

Ruth Kilezi

Marie Moeschler

Anhang Nr. 6

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der Motion 20210094, Sprenger Titus, Passerelle, «GR-Berichte und -Antworten: Angaben über den formellen Rahmen»

Der Urheber der Motion fordert, dass der Gemeinderat bei seinen Berichten an den Stadtrat oder bei Beantwortungen von Vorstössen jeweils den formellen Rahmen «zweifelsfrei angibt», sofern ein solcher besteht oder gegebenenfalls angibt, weshalb er diesen nicht anwendet. Sollte es zu einem Gegenstand keinen formellen Rahmen geben, soll der Gemeinderat darauf hinweisen, dass es sich beim Bericht oder der Beantwortung folglich nur um eine Einschätzung, Würdigung oder Anerkennung eines Sachverhalts handle. Der formelle Rahmen kann in der Angabe von rechtlichen Grundlagen, Beschlüssen, Strategien, Richtplänen, Konzepten oder Leitlinien bestehen, an denen der Gemeinderat sich orientiert. Damit sollen die Transparenz erhöht, die Nachvollziehbarkeit gestärkt, die Prüfung erleichtert, die rechtsstaatlichen Prinzipien unterstrichen, der Handlungsbedarf sichtbar gemacht und das Vertrauen in die Stadtregierung gestärkt werden.

Aus Sicht des Gemeinderates wird mit dem Vorstoss etwas gefordert, was aufgrund der rechtsstaatlichen Grundsätze, die für das Handeln öffentlicher Behörden und Verwaltungen gelten, die allgemeingültige Voraussetzung und Grundlage für seine Tätigkeit ist. Mit anderen Worten handelt der Gemeinderat prinzipiell innerhalb des durch rechtsstaatliche Grundsätze gesetzten Rahmens. So stellt er dem Stadtrat gestützt auf das Legalitätsprinzip keine Anträge, welche nicht auf einer gesetzlichen Grundlage beruhen. Diese Grundlage wird – wie im Übrigen auch bisher gefasste Beschlüsse in einer Sache, Plangrundlagen, Expertisen, Konzepte etc. – regelmässig in Berichten oder Stellungnahmen an den Stadtrat genannt. Vor diesem Hintergrund ist dem Gemeinderat nicht klar, aufgrund welcher allenfalls festgestellter Lücken in der Angabe eines formellen Rahmens der Vorstoss eingereicht wurde.

Nichtsdestotrotz wird der Gemeinderat auch in Zukunft darauf achten, die Grundlagen, auf welche er seine Berichte und Anträge stützt, möglichst lückenlos anzugeben. Gestützt darauf beantragt er dem Stadtrat, die Motion 20210094 erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 11. August 2021

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage: Motion 20210094

Motion

20210094

GR-Berichte und -Antworten: Angaben über den formellen Rahmen

Der Gemeinderat wird beauftragt, bei seinen Berichten an den Stadtrat und in seinen Antworten auf Vorstösse jeweils den formellen Rahmen zweifelsfrei anzugeben,

a) sofern ein solcher besteht und (aus bestimmten Gründen vielleicht nicht) angewandt wird oder

b) andernfalls darauf hinzuweisen, falls ein solcher nicht vorhanden ist und es sich lediglich um eine Einschätzung, Würdigung oder Anerkennung eines bestimmten Sachverhalts handelt.

Beim «formellen Rahmen» kann es sich um Angaben wie rechtliche Grundlagen, Beschlüsse, Zielsetzungen, Strategien, Richtpläne, Konzepte oder ähnliche «Leitlinien» handeln, an denen sich der Gemeinderat in seinen Berichten oder Antworten (nicht) orientiert.

Begründung:

Dank entsprechender Angabe

- wird die Transparenz darüber erhöht, in welchem Rahmen sich der Gemeinderat bewegt,
- wird die Nachvollziehbarkeit der Berichte und Antworten gestärkt,
- wird die Prüfung der Berichte und Antworten erleichtert,
- werden wichtige rechtstaatliche Prinzipien unterstrichen (Rechtsgleichheit usw.),
- wird gegebenenfalls Handlungsbedarf zu einem bestimmten Thema sichtbar und
- wird das Vertrauen in die Stadtregierung gestärkt.

Biel/Bienne, 17.03.2021

Titus Sprenger
Passerelle

Anhang Nr. 7

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des Postulates 20210152, Schneider Veronika, Fraktion SVP/Die Eidgenossen, «Eine Libero-Zone für die ganze Stadt Biel»

Mit dem vorliegenden Postulat wird der Gemeinderat ersucht, die Schaffung einer Libero-Zone für die ganze Stadt zu erwirken. Er nimmt hierzu wie folgt Stellung:

Der Gemeinderat erinnert daran (vgl. hierzu seine Beantwortung des dringlichen Postulates 20210142), dass das vorliegende Anliegen die Tarifgestaltung im Liberoverbund betrifft. Dabei gilt die Tarifautonomie, womit die Transportunternehmen im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen in ihrer Preisgestaltung frei sind; diese erfolgt aber nicht auf Stufe der einzelnen Unternehmungen, sondern im Falle der Stadt Biel resp. des Kantons Bern im Rahmen des Libero-Tarifverbundes, bei welchem die Verkehrsbetriebe Biel (VB) nur ein Minderheitspartner sind und der massgeblich vom Kanton gesteuert wird. Das bedeutet, dass die Stadt gegenüber den VB diesbezüglich keine Weisungsbefugnis hat. Dabei gilt auch zu beachten, dass der öffentliche Verkehr (bestelltes Grundangebot inkl. Ortsverkehr) im Kanton Bern seit Mitte der Neunzigerjahre eine kantonale Aufgabe ist und dass das heutige ÖV-System schweizweit auf verschiedenen Ebenen stark verflochten ist (zahlreiche übergeordnete Regelungen etwa im Bereich des Tarifwesens und der Distribution, in der Qualität der zu erbringenden Transportleistungen oder in der Angebotsplanung wie Fahrplanverfahren und Sicherstellung der Transportketten). Der kommunale Handlungsspielraum ist mit anderen Worten sehr begrenzt, die entsprechenden bundesrechtlichen und kantonalen Rahmenbedingungen sind zwingend zu beachten.

Bezüglich des konkreten Anliegens des vorliegenden Postulats ist weiter zu beachten, dass eine punktuelle Änderung des Zonenplanes in einem kleinen Perimeter nicht isoliert betrachtet werden kann, sondern eine aufwändige Untersuchung der sich daraus ergebenden Gesamteffekte notwendig macht.

Angesichts der Tatsache, dass der Zonenplan im Bereich der Stadt Biel seit mehr als 6 Jahren (für Abonnemente seit 1992) unverändert Gültigkeit hat und gut akzeptiert ist, sieht der Gemeinderat daher keinen Anlass, einen Vorstoss im Sinne des vorliegenden Postulats beim Libero-Tarifverbund zu deponieren.

In diesem Sinne beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, das Postulat 20210152 erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 18. August 2021

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:
Erich Fehr

Die Stadtschreiberin:
Barbara Labbé

Beilage: Postulat 20210152

Postulat

Eine Libero-Zone für die ganze Stadt Biel

Der öffentliche Verkehr in der Stadt Biel ist im Libero-Tarifverbund eingegliedert. Dabei geht durch die Stadt eine Zonengrenze, welche Biel in die Zonen 300 und 301 unterteilt.

Während es Jahresabonnements gibt, welche beide "Bieler Zonen" umfassen, sind Einzel-, Mehrfahrten- und Tageskarten nur für die Stadtzone 300 gültig. Aktuell führt dies zur Situation, dass ein Bieler Busbenutzer mit einem Einzelbillet günstiger nach Nidau gelangt (Fr. 3.30 für ein 2.Klasse-Billet in der Zone 300) als zum Centre Boujean im Bözingenfeld (Fr. 4.60 für 2 Zonen).

Der Gemeinderat wird daher gebeten zu prüfen, ob das gesamte Bieler Gemeindegebiet in die Libero-Zone 300 eingegliedert werden kann.

Biel/Bienne, 28.04.2021

Sandra Schneider
Fraktion SVP/Die Eidgenossen

Anhang Nr. 8

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des Postulates 20210095, Koller Levin, SP, «Bieler Boden für ein Biel für alle kaufen»

Mit dem vorliegenden Vorstoss wird der Gemeinderat gebeten, die Grundstücke rund um den Bahnhof, die für den Anschluss Bienne Centre reserviert gewesen wären und sich noch nicht im Besitz der Stadt Biel befinden, zu kaufen. Weiter soll der Gemeinderat möglichst viele Grundstücke entlang der Südachse zwischen Kreuzplatz und Orpundplatz sowie entlang der Nordachse zwischen Neumarktplatz und Länggasse kaufen. Dabei soll der Gemeinderat darauf achten, dass sich ein grosser Anteil der gekauften Grundstücke entlang der Nord- und Südachse für die Wohnnutzung eignet. Die zum Kauf notwendigen Beschlussesentwürfe sind dem Stadtrat vorzulegen.

Gemäss Begründung des Postulanten werden mit der Abschreibung des Westastes rund um den Bieler-Bahnhof attraktive Landflächen frei, die für die Stadtentwicklung von hohem Interesse sind und nun anderweitig genutzt werden können. Ausserdem sei der Kauf von Grundstücken entlang der Nord- und Südachse von prioritärer Bedeutung. Durch die Neugestaltung der Achsen dürften diese in Zukunft an Wert gewinnen. Es sei davon auszugehen, dass in den betreffenden Quartieren die Mieten in den nächsten Jahren stark ansteigen werden. Die Stadt brauche deshalb in den entsprechenden Stadtgebieten Land, um es dem genossenschaftlichen und städtischen Wohnungsbau zur Verfügung zu stellen. Die Zustimmung zu den Neugestaltungen der Nord- und Südachsen dürfte im Stadtrat auch von den Möglichkeiten der Stadt Biel zur Begrenzung von Steigerungen des Mietniveaus abhängen.

Der Gemeinderat nimmt zu den Anregungen des Postulanten gerne wie folgt Stellung:

1. ***Der Gemeinderat wird gebeten, die Grundstücke rund um den Bahnhof, die für den Anschluss Bienne Centre reserviert gewesen wären und sich noch nicht im Besitz der Stadt Biel befinden, zu kaufen.***

   Die Grundstücke rund um den Bahnhof Biel, welche aus dem Enteignungsbann für den Westast entlassen wurden, befinden sich im Eigentum privater Eigentümer, des Kantons Bern und der Stadt Biel. Es ist davon auszugehen, dass aufgrund der neuen Ausgangslage nur wenige private Grundeigentümer ihre Liegenschaften in nächster Zeit verkaufen wollen. Selbstverständlich werden die zuständigen Stellen der Stadt Biel alle entsprechenden Angebote sorgfältig prüfen und bei Bejahung eines städteplanerischen Mehrwertes solche Liegenschaften gegebenenfalls zu erwerben versuchen. Für die Liegenschaften des Kantons in der Stadt Biel besteht seit längerem eine gemeinsame Plattform für den regelmässigen Austausch. Zeitnah werden in diesem Rahmen auch die weiteren Pläne für die im ehemaligen Autobahn-Perimeter liegenden Liegenschaften im Eigentum des Kantons besprochen werden. Das grundsätzliche Interesse der Stadt Biel für den Erwerb solcher Liegenschaften wurde beim Kanton bereits vor einiger Zeit adressiert. In diesem Sinne ist das Anliegen des Postulanten bereits aufgenommen und in Umsetzung.

2. ***Der Gemeinderat wird aufgefordert, möglichst viele Grundstücke entlang der Südachse zwischen Kreuzplatz und Orpundplatz sowie entlang der Nordachse zwischen Neumarktplatz und Länggasse zu kaufen.***

Die zuständigen Stellen der Stadt Biel prüfen regelmässig die Angebote auf dem Liegenschaftsmarkt Biel und insbesondere auch entlang der vom Postulanten erwähnten Hauptachsen. Dabei werden seit jeher alle Angebote mit einem absehbaren städtebaulichen Mehrwert einer näheren Analyse unterzogen. Es ist jedoch zu beachten, dass heute die meisten Angebote auf dem Markt bebaute Grundstücke sind, wo eine genutzte Baute miterworben wird. Reines Bauland ist nur noch in seltenen Fällen auf dem Markt. Dies führt in den genannten Fällen zum einem entsprechend hohen Landpreis, da ein Gebäude zum Marktwert miterworben werden muss, welches jedoch für die zukünftige Planung meist dem Abriss geweiht ist. Entsprechend scheitert ein Erwerb durch die Stadt Biel in vielen Fällen an der ökonomischen Machbarkeit. Sofern ein entsprechender Mehrwert für die Stadt Biel bejaht werden kann, wird in jedem Fall versucht, ein solches Objekt zu vertretbaren Bedingungen zu erwerben. Somit ist auch in diesem Punkt das Anliegen des Postulanten bereits aufgenommen und wird umgesetzt.

3. ***Der Gemeinderat soll darauf achten, dass sich ein grosser Anteil der gekauften Grundstücke entlang der Nord- und Südachse für die Wohnnutzung eignet.***

Hierzu verweist der Gemeinderat im Wesentlichen auf die Ausführungen unter Ziffer 2. Für die Stadt Biel stehen Akquisitionen für Wohnnutzungen im Vordergrund.

Wie den Ausführungen des Gemeinderats zu entnehmen ist, werden die Anliegen des Postulanten durch den Gemeinderat grösstenteils bereits umgesetzt. Nichtsdestotrotz muss bei jedem Erwerb eines Grundstücks, bzw. einer Liegenschaft eine-Kosten-Nutzen-Analyse vorgenommen werden und dieser kann nicht nur aufgrund der im Postulat beschrieben Grundsätze der geographischen Lage erfolgen. Es steht jedoch ausser Frage, dass jede Möglichkeit eines Erwerbs von Liegenschaften und Grundstücken in den genannten Perimetern vom Gemeinderat geprüft werden wird. Der Gemeinderat beantragt deshalb dem Stadtrat, das Postulat 20210095 erheblich zu erklären.

Biel, 11. August 2021

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage: Postulat 20210095

SP

JUSO | JS

JUSO JS Bielingue

20210095

Bieler Boden für ein Biel für alle kaufen

Postulat
~~Motion~~:

1. Der Gemeinderat wird gebeten, die Grundstücke rund um den Bahnhof, die für den Anschluss Bienne Centre reserviert gewesen wären und sich noch nicht im Besitz der Stadt Biel befinden, zu kaufen.
2. Der Gemeinderat wird aufgefordert, möglichst viele Grundstücke entlang der Südachse zwischen Kreuzplatz und Orpundplatz sowie entlang der Nordachse zwischen Neumarktplatz und Länggasse zu kaufen.
3. Der Gemeinderat achtet darauf, dass sich ein grosser Anteil der gekauften Grundstücke entlang der Nord- und Südachse für die Wohnnutzung eignet.

Der Gemeinderat legt dem Stadtrat die zum Kauf notwendigen Beschlussesentwürfe vor.

Begründung:

Mit der Abschreibung des Westastprojektes werden rund um den Bieler Bahnhof attraktive Landflächen frei, die für die Stadtentwicklung von hohem Interesse sind und nun anderweitig genutzt werden können. Indem die Stadt Biel diese Grundstücke kauft, kann über die künftige Nutzung dieser Flächen demokratisch entschieden werden.

Ausserdem ist der Kauf von Grundstücken entlang der Nord- und Südachse von prioritärer Bedeutung. Durch die geplante Neugestaltung der Achsen, dürften diese in Zukunft an Wert gewinnen. Es ist davon auszugehen, dass in den betreffenden Quartieren die Mieten in den nächsten 10 Jahren stark ansteigen werden. Um diesem Mietanstieg entgegenzuwirken, braucht die Stadt Biel in den betreffenden Stadtgebieten Land, um es dem genossenschaftlichen oder städtischen Wohnungsbau zur Verfügung zu stellen. Nur so kann sie den Mietanstieg dämpfen. Der Kauf ist damit auch aus politischen Gründen wichtig. Die Zustimmung zu den Neugestaltungen der Nord- und Südachsen dürfte im Stadtrat auch davon abhängen, inwiefern die Stadt Biel in der Lage ist, die durch die Aufwertung induzierte Steigerungen des Mietniveaus entlang dieser Achsen zu begrenzen.

Biel/Bienne, 18.03.2021

Levin Koller (SP)

Anhang Nr. 9

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

des überparteilichen Postulates 20210096, Tanner Anna, SP, Scheuss Urs, Grüne, Stolz Joseline, PSR, Tennenbaum Ruth, PAS, «Für eine soziale Vergünstigung von Busabonnementen»

Mit dem vorliegenden parlamentarischen Vorstoss wird der Gemeinderat gebeten, ein Konzept für die Vergünstigung von ÖV-Abonnementen nach sozialen Kriterien zu entwickeln, um Menschen mit wenig Einkommen und Vermögen zu entlasten. Die Vergünstigungen sollen auf Basis von Familiengrösse und Einkommen mithilfe eines Tarifrechners berechnet werden, wie er in ähnlicher Form auch für die Bieler Tagesschulen verwendet wird.

Der Gemeinderat äussert sich zu den formulierten Anliegen wie folgt:

Der Gemeinderat kann das Ansinnen der Postulantinnen und Postulanten nachvollziehen. Die Benutzung der öffentlichen Verkehrsmittel ist für viele Bielerinnen und Bieler zentral, unabhängig davon in welcher Lebenslage sie sich befinden. Er erachtet die Umsetzung eines solchen Konzepts jedoch aus mehreren Gründen als problematisch:

A) **Der Blick auf die Zielgruppen:** Mit den genannten Zielgruppen werden willkürliche und sehr unpräzise Zielrichtungen aufgezeigt und es sind Hürden in der Umsetzung zu erwarten, die durch ein rein städtisches System nicht beseitigt werden können. So wurde z.B. die EL gerade erst revidiert. Der EL-Ansatz für den Grundbedarf pro Monat liegt bei CHF 1'634.- gegenüber einem Sozialhilfe-Grundbedarf von CHF 977.-. In diesem Grundbedarf sind auch Ausgaben für den ÖV berechnet. Im Sozialhilfe-Budget müsste der ÖV-Zuschuss als Einnahme angerechnet werden und die Auszahlung würde um den entsprechenden Betrag gekürzt.

   Mobilitätseingeschränkte Menschen haben oft andere Möglichkeiten wie IV oder Zugang zu Hilfen, die auf ihre Situation zugeschnitten ist.

   Auch für Menschen mit Nothilfe stellt sich das Problem, dass diese Leistungen an Bedingungen geknüpft sind. Ein Einkommen (wozu ein Zuschuss für die ÖV-Auslagen automatisch zählen würde) müsste von der Nothilfeleistung abgezogen werden – was dazu führte, dass das Geld im Endeffekt nicht bei den Zielpersonen verbleibt, sondern einen Leistungstransfer zulasten der Stadt und zugunsten des Kanton bedeuten würde.

   Die Entlastung für Menschen mit wenig Einkommen in Aussicht zu stellen macht vor allem dann Sinn, wenn diese andere Hilfen gut begründet nicht in Anspruch nehmen können. Andernfalls werden Doppelspurigkeiten geschaffen, die einerseits mit viel Aufwand verbunden sind und andererseits dazu führen können, dass der Staat mehrfach bezahlt.

B) **Der Blick auf die Finanzen:** Die finanzielle Lage der Stadt ist angespannt. In einer solchen Situation ist das Augenmerk auf die Erhaltung und allenfalls Stärkung der vorhandenen Systeme zu legen, anstatt neue Experimente mit unklarer Ausgangslage zu starten. Es ist unmöglich abzuschätzen, wie viele Menschen in Biel die vorliegend geforderte Hilfe in Anspruch nehmen und ob sie letztendlich überhaupt davon profitieren würden. Wird eine solche Hilfe begrenzt, schafft dies Ungerechtigkeiten (die Schnelleren gewinnen). Ohne Begrenzung ergibt sich ein beachtliches Budgetrisiko. Zudem ist völlig

offen, wie hoch die Entlastung sein müsste, um zu wirken. Vom Aufwand her liegt es auf der Hand, dass nur Abonnements entlastet werden (keine Einzelfahrten). Viele Personen nutzen den ÖV aber nur sporadisch. Damit auch sie in den Genuss dieser Entlastung kommen, müssten auch sie neu ein Abonnement erwerben. Ein Libero Zonen-Jahres-Abo in Biel (Zonen 300 und 301) kostet CHF 730.- für eine erwachsene Person. Für Jugendliche oder Senioren ist der Tarif 25% günstiger. Hinzu kommen die Kosten für die Abwicklung.

C) Bis 2012 subventionierte die Stadt eine Verbilligung der Busabonnemente für EL-Bezüger mit einem Betrag von CHF 290'000.-. Dieser Betrag wurde in den Folgejahren bei Budgetkürzungen von Gemeinderat und Stadtrat gekürzt und schliesslich auf 2015 ganz gestrichen. Der Gemeinderat macht in diesem Zusammenhang darauf aufmerksam, dass die früher gewährten Vergünstigungen für die Busabonnemente für die Bezügerinnen und Bezüger von Ergänzungsleistungen allerdings nicht als reine Sparmassnahme aufgehoben wurden. Vielmehr waren Gemeinderat und Stadtrat der Überzeugung, dass eine moderne Alterspolitik nicht einfach darin bestehen kann finanzielle Unterstützung zu leisten, sondern in Übereinstimmung mit der kantonalen Altersstrategie Vernetzung und Aktivierung in Zukunft eine grosse Rolle spielen werden. Entsprechend erfolgte eine teilweise Umlagerung der finanziellen Mittel (CHF 75'000.- für Personalkosten und Sachaufwand), welche sich in den letzten sieben Jahren in der Umsetzung entsprechender Projekte und Massnahmen bewährt hat. Zudem wurde auch erkannt, dass die damalige Art der Mittelverteilung mit grossen Streuverlusten verbunden war, was bei einer erneuten Einführung mutmasslich erneut der Fall sein dürfte.

D) **Der Blick auf die Umsetzungs-Administration:** Ein Internet-«Rechner» wie im Postulat vorgeschlagen ist nur dafür da, eine Kosten-Idee zu erhalten. Die effektiven Aufwände für die Berechnung und die Kontrolle von solchen Angaben ist deutlich aufwändiger – sowohl für Gesuchstellende wie auch für die abwickelnde Stelle. Es gibt eine Vielzahl von Faktoren, welche die Einkommens- und Vermögenssituation unübersichtlich und schwer einschätzbar machen oder zu Ungerechtigkeiten oder gar zu Missbrauch führen können. Eine Umsetzungsstelle müsste somit ausreichend und mehrsprachig Kompetenzen für die Prüfung der Anträge sowie für die Abwicklung des dafür nötigen Zahlungsverkehrs erhalten. Dabei geht es um mehrere Schritte; neben der Bewilligung und einer allfälligen Überweisung müsste ja auch geprüft werden, ob das Geld tatsächlich dafür ausgegeben wird und ob dies nachhaltig so bleibt.

Der Gemeinderat kommt daher nach Prüfung des Anliegens zum Schluss, dass eine gerechte und zielführende Umsetzung schwierig ist und mit erheblichem Mehraufwand und Mehrkosten in der Verwaltung verbunden wäre. Er beantragt daher dem Stadtrat, das überparteiliche Postulat 20210096 erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Biel, 11. August 2021

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident: Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr Barbara Labbé

Beilage: überparteiliches Postulat 20210096

20210095

Überparteiliches Postulat:
Für eine soziale Vergünstigung von Bus Abonnementen

Der Gemeinderat wird gebeten, ein Konzept für die Vergünstigung von ÖV-Abonnementen nach sozialen Kriterien zu entwickeln.

Begründung:

Die Zuschüsse der Stadt sollen Benachteiligungen entgegenwirken und Menschen mit wenig Einkommen und Vermögen entlasten. Dazu gehören beispielsweise EL Beziehende, mobilitätseingeschränkte Menschen mit wenig Einkommen, Familien und Einzelpersonen mit wenig Einkommen oder Menschen, die von Nothilfe leben müssen.

Die Forderung nach einem Gratis ÖV wurde bereits im Bieler Stadtrat diskutiert. Dies hier ist ein neuer Vorschlag, der ein differenziertes Modell für die Vergünstigung der Abonnemente vorschlägt. Da das ÖV-Tarifsystem kantonal festgelegt ist, können Ermässigungen nicht bei den Anbietern eingefordert werden, sondern diese müssen vom Gemeinwesen finanziert werden.

Die Idee ist, die Ermässigungen nach dem Vorbild der Bieler Tagesschulen berechnet werden könnte. Berechtigte Personen könnten individuelle Reduktionsanfragen eingeben, um einen vergünstigten Tarif zu erhalten. Hier ein Beispiel:
https://www.biel-bienne.ch/de/tarifrechner-tagesschulen.html/205
Ausschlaggebend sind hier die Familiengrösse und das Einkommen. Dies wäre auch für ÖV-Abos ein guter Vorschlag. Gerade zu Corona Zeiten wäre dies eine gute und solidarische Lösung für, dass Menschen, die aufgrund ihrer ökonomischen Situation oft isoliert und auf sich alleine gestellt sind. In der letzten NHS Sparrunde wurden die Verbilligungen für EL Beziehenden weggestrichen. Diese sollten in dieser Krise wieder eingeführt werden, für alle Not Leidenden.

Biel, 17. 03. 2021

Anna Tanner, SP/Juso

Urs Scheuss, Grüne

Joseline Stolz, PSR

Ruth Tennenbaum, Passerelle

Anhang Nr. 10

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der überparteilichen Interpellation 20210099, Kevin Koller, SP, Myriam Roth, Grüne, «Möchte der Gemeinderat eine soziale und effektive Wärmewende?»

Die Interpellation stellt verschiedene Fragen zum Thema Wärmeverbunde in der Stadt Biel, zu ihrer Bedeutung für die Bekämpfung der Klimakrise und zur diesbezüglichen Haltung des Gemeinderates. Der Gemeinderat möchte einleitend Folgendes vorausschicken:

Die Realisierung von Wärmeverbunden und die dadurch mögliche Versorgung mit erneuerbarer Wärme spielt im Hinblick auf das Ziel Netto-Null CO_2 eine wichtige Rolle. In Gebieten mit einer hohen Wärmedichte lassen sich solche Systeme zu Kosten realisieren und betreiben, welche zu Preisen bei den angeschlossenen Kundinnen und Kunden führen, die mit anderen erneuerbaren Heizsystemen vergleichbar sind. Im Gegensatz zu Einzelheizungen können bei Wärmeverbunden auch erneuerbare Quellen eingesetzt werden, welche erst ab einer bestimmten Dimension nutzbar sind, wie Grundwasser, Seewasser oder Holzhackschnitzel. Durch das Bündeln von mehreren Kundinnen und Kunden ergibt sich ausserdem ein wirtschaftliches Synergiepotential in der Planung und im Betrieb. Demgegenüber stehen die Investitionen in das Wärmenetz, welches nötig wird, um die Energie an die Kundinnen und Kunden zu verteilen. Die Investitionen für ein solches Netz sind sehr hoch, da es aus einem Vorlauf und einem Rücklauf besteht und aufgrund der isolierten Leitungen viel Platz im Untergrund beansprucht und aufwändig zu bauen ist. Im Idealfall können die Mehrkosten für das Leitungsnetz durch die Synergiepotentiale kompensiert werden und die Wärme kann den Kundinnen und Kunden zu marktfähigen Preisen angeboten werden. Dies ist wichtig, da es sich bei einem Wärmeverbund nicht um ein Monopol handelt und die Kundinnen und Kunden die Wahl zwischen verschiedenen Heizsystemen für ihre Liegenschaft haben. Damit steht das Angebot der Fernwärme in direktem Wettbewerb mit allen anderen technischen Möglichkeiten der Wärmeerzeugung.

In Gebieten, in denen ein Wärmeverbund mit einem Netz aufgebaut wird, ist die Versorgung möglichst vieler Liegenschaften mit Fernwärme anzustreben. Dies liegt auch im Interesse der Betreiberin oder des Betreibers der Fernwärme. Eine generelle Aussage, wonach die flächendeckende Versorgung aller Liegenschaften in einem Fernwärme-Gebiet anzustreben ist, greift jedoch zu kurz. Bei Gebäuden mit einem kleinen Wärmeverbrauch und einer aufwändigen Erschliessung (lange Anschlussleitung, schwieriges Gelände) ist der Anschluss an einen Verbund nur sinnvoll, wenn die überdurchschnittlich hohen Kosten für die Realisierung der Leitung durch die Kundinnen und Kunden übernommen werden. Ohne eine solche Regelung führt der Anschluss zu einer Verschlechterung der Wirtschaftlichkeit des gesamten Verbundes und damit zu höheren Preisen für alle Kundinnen und Kunden oder allenfalls sogar dazu, dass die Fernwärme nicht konkurrenzfähig zu anderen Lösungen ist und der Verbund nicht das nötige Kundeninteresse findet. Somit führte eine flächendeckende Versorgung ohne Übernahme der Mehrkosten durch kleine Kundinnen und Kunden mit aufwändiger Erschliessung zu einer Gefährdung von Projekten und damit zu einer Verlangsamung oder gar Gefährdung der Dekarbonisierung.

Zu den einzelnen Fragen:

1. Findet es der Gemeinderat richtig, wenn Bezüger*innen von Fernwärme durch den Betreiber des Wärmeverbundes, der in der Praxis über ein natürliches Monopol verfügt, überrissene Preise bezahlen und so abgezockt werden?

Der Einflussbereich des Gemeinderates und der Stadt im Bereich der Fernwärme ist sehr beschränkt, da es sich um eine privatrechtliche Angelegenheit handelt und keine Konzession durch die öffentliche Hand erforderlich ist. Die Gefahr von überrissenen Preisen ist deshalb beschränkt, weil die Kundinnen und Kunden sich bewusst für einen Anschluss an die Fernwärme entscheiden und die Preise im entsprechenden Wärmelieferungsvertrag transparent ersichtlich sind. Bei überrissenen Preisen oder im Falle einer Abzocke wird kein Vertrag zustande kommen. Und selbst wenn eine Anschlusspflicht gesetzlich verankert ist, findet sie ihre Grenze insbesondere darin, dass ein Anschluss in jedem Fall wirtschaftlich zumutbar sein muss.

2. Wie stellt der Gemeinderat sicher, dass Betreiber eines Wärmeverbundes in der Stadt Biel auch langfristig keine überrissenen Preise für ihre Dienstleistungen verlangen und ihr Geschäft nicht mit dem natürlichen Monopol vergolden?

In den für die Wärmelieferung abzuschliessenden Verträgen sind die Bezugskonditionen und Preise über die gesamte Vertragslaufzeit von 20 bis 25 Jahre geregelt. Dabei werden die Preise der bezogenen Wärme gewöhnlich an den Kosten der Wärmeerzeugung (wie zum Beispiel Strompreis, Holzpreis, Gaspreis, LIK, Abgaben der öffentlichen Hand, usw.) indexiert. Mit diesem Vorgehen riskiert die Kundin oder der Kunde keine ungerechtfertigten, willkürlichen Preisänderungen und die Betreiberin oder der Betreiber kann auf Risiko-Zuschläge, für sich verändernde Bedingungen, verzichten.

3. Ist der Gemeinderat der Meinung, dass in einem Fernwärmegebiet die Gebäude flächendeckend mit Wärme versorgt werden sollen?

Eine flächendeckende Versorgung von Gebäuden in einem Gebiet ist wünschenswert und liegt im Interesse der Betreiberinnen und Betreiber von Wärmeverbunden. Nach der Meinung des Gemeinderates soll eine überproportional teure Erschliessung von Gebäuden mit kleinem Wärmeverbrauch jedoch nicht zur Verteuerung des gesamten Projektes führen. Somit sind die Mehrkosten durch die jeweiligen Kundinnen und Kunden zu tragen.

4. Wie stellt der Gemeinderat sicher, dass Betreiber von Wärmeverbunden die Ziele des Klimareglements umsetzen nicht nur grosse Wärmebezüger*innen bedienen, sondern flächendeckende Verbunde baut, mit denen nicht nur einige wenige, sondern praktisch alle Gebäude in einem Perimeter angeschlossen und dekarbonisiert werden können?

Ein Anschluss an einen Wärmeverbund ist für Kundinnen und Kunden immer möglich, unter der Voraussetzung, dass die Kundin oder der Kunde die Mehrkosten für seine Erschliessung zahlt, wenn diese überproportional teuer ist.

5. Unterstehen Unternehmen, die Wärmeverbunde besitzen und betreiben, der demokratischen Kontrolle können überrissene Preise verhindert und flächendeckende Verbunde demokratisch durchgesetzt werden. Wie steht der Gemeinderat zu diesem Lösungsvorschlag, um die beschriebenen Problematiken zu verhindern?

In Biel existiert mit dem Wärmeverbund Battenberg bereits ein Verbund einer privaten Investorin bzw. eines privaten Investors (BKW AEK Contracting AG). Auch mit dem vorgeschlagenen Vorgehen könnte nicht verhindert werden, dass private Wärmeverbünde aufgebaut werden,

welche nicht der demokratischen Kontrolle unterstehen. Deshalb sieht der Gemeinderat keinen Handlungsbedarf.

6. Wie stellt der Gemeinderat sicher, dass Strassenarbeiten und die Verlegung von Wärmeleitungen koordiniert und Strassen nur einmalig aufgerissen werden?

Die Abstimmung von Bauvorhaben aller Infrastrukturen werden unter allen Beteiligten koordiniert. Hierzu finden regelmässige Besprechungen statt und im Baugesuch-Verfahren werden die Auslöserinnen und Auslöser für Strassenarbeiten einbezogen. Ein Anreiz zur Koordination besteht darin, dass die Baukosten bei einem koordinierten Vorgehen zwischen den beteiligten Akteurinnen und Akteuren aufgeteilt werden und ein Synergienutzen entsteht.

Biel, 11. August 2021

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilage: Überparteiliche Interpellation 20210099

20210089

Überparteiliche Interpellation

Möchte der Gemeinderat eine soziale und effektive Wärmewende?

Zur Bekämpfung der Klimakrise spielen Wärmeverbunde in der Stadt Biel eine immer grössere Rolle. Allerdings stellt ein Wärmeverbund mit seinen teuren Investitionen und Infrastrukturen ein natürliches Monopol dar. Rechtlich gesehen könnten zwar auch andere Anbieter ein Parallelnetz aufbauen und betreiben, was jedoch aus diversen Gründen keinen Sinn ergibt und auch aufgrund der hohen Investitionskosten kein anderer Betreiber machen würde. Auf der anderen Seite ist für die Wärmebezüger*innen der Anschluss an ein Wärmenetz wiederum mit relativ hohe Investitionskosten verbunden, womit sich diese in einer „Lock-in" Situation befinden und überteuerte Preise akzeptieren müssen. Wird der Betreiber des Wärmenetzes nicht demokratisch kontrolliert, sind Wärmebezüger*innen bei Wärmeverbunden dem Profitmaximierungsstreben des Betreibers ausgesetzt. Auch besteht die Gefahr, dass ein profitmaximierender Betreiber von Wärmeverbunden nur grosse Gebäude anschliesst und den restlichen Interessierten die Dienstleistung nicht anbietet. Gerade weil eine rasche Dekarbonisierung notwendig ist, ist dies aus ökologischen Gründen fatal. In diesem Kontext wird der Gemeinderat gebeten, folgende Fragen zu beantworten:

1. Findet es der Gemeinderat richtig, wenn Bezüger*innen von Fernwärme durch den Betreiber des Wärmeverbundes, der in der Praxis über ein natürliches Monopol verfügt, überrissene Preise bezahlen und so abgezockt werden?
2. Wie stellt der Gemeinderat sicher, dass Betreiber eines Wärmeverbundes in der Stadt Biel auch langfristig keine überrissenen Preise für ihre Dienstleistungen verlangen und ihr Geschäft nicht mit dem natürlichen Monopol vergolden?
3. Ist der Gemeinderat der Meinung, dass in einem Fernwärmegebiet die Gebäude flächendeckend mit Wärme versorgt werden sollen?
4. Wie stellt der Gemeinderat sicher, dass Betreiber von Wärmeverbunden die Ziele des Klimareglements umsetzen nicht nur grosse Wärmebezüger*innen bedienen, sondern flächendeckende Verbunde baut, mit denen nicht nur einige wenige, sondern praktisch alle Gebäude in einem Perimeter angeschlossen und dekarbonisiert werden können?
5. Unterstehen Unternehmen, die Wärmeverbunde besitzen und betreiben, der demokratischen Kontrolle können überrissene Preise verhindert und flächendeckende Verbunde demokratisch durchgesetzt werden. Wie steht der Gemeinderat zu diesem Lösungsvorschlag, um die beschriebenen Problematiken zu verhindern?
6. Wie stellt der Gemeinderat sicher, dass Strassenarbeiten und die Verlegung von Wärmeleitungen koordiniert und Strassen nur einmalig aufgerissen werden?

Biel/Bienne, 18.03.2021

Levin Koller (SP)

Myriam Roth (Grüne)

Anhang Nr. 11

Stadt Biel
Ville de Bienne

Beantwortung

der Interpellation 20210098, Sprenger Titus, Passerelle, «Umgang betreffend Emissionen durch künstliches Licht»

Mit diesem parlamentarischen Vorstoss wird der Gemeinderat gebeten, im Zusammenhang mit einer für dieses Jahr neu geplanten Vollzugshilfe des BAFU betreffend künstliches Licht, Stellung zu nehmen:

1. Welche kommunalen Organe prüfen im öffentlichen Raum die Einhaltung von Art. 51 KEnG (BSG 741.1) zur Beleuchtung hinsichtlich «umweltschonend», nicht «himmelwärts strahlend» und nicht «Landschaft beleuchtend» mit all seinen Facetten gemäss Art. 1 Abs. 7 KEnV (BSG 741.111), insbesondere betreffend Strassenbeleuchtung, Objektbeleuchtung und Beleuchtung von Freizeit- und Sportanlagen?

2. Welche Feststellungen, Ahndungen, Massnahmen und Ausnahmen haben die zuständigen Organe in Bezug auf Art. 10 des Ortspolizeireglements und den Aspekt «Einwirkungen durch Licht» innerhalb eines Jahres (vor Corona) gemacht, erlassen oder gewährt?

3. Nach welchen Vorgaben, Richtlinien oder Empfehlungen orientiert sich die Baupolizei im Rahmen des Baubewilligungsprozesses betreffend Lichtemissionen?

4. Nach welchen Vorgaben, Richtlinien oder Empfehlungen orientiert sich der ESB betreffend Strassenbeleuchtung und wie ist der Stand hinsichtlich Umsetzung?

5. Welche Praxis wird hinsichtlich temporärer Objektbeleuchtungen wie etwa beleuchtete Reklame auf Baukränen oder ähnlichem angewandt und wie reaktiv/proaktiv wird bei nicht bewilligten Objektbeleuchtungen vorgegangen?

6. Welche Schritte werden unternommen, um die Bevölkerung über die Beschränkungen hinsichtlich Weihnachts- und ganzjähriger Zierbeleuchtung zu informieren (siehe BGE 140 II 33)?

Der Gemeinderat äussert sich zu den Fragen wie folgt:

Frage 1.

Der Vollzug des kantonalen Energiegesetzes (KEnG; BSG 741.1) obliegt gemäss Art. 61 ff KEnG den kommunalen Baupolizeibehörden.

Frage 2.

Die für den Vollzug des Ortspolizeireglements in diesen Fragen zuständigen kommunalen Organe haben sich in den vergangenen beiden Jahren zu dieser Thematik mit einer die Nachbarschaft störenden Beleuchtung an einer Tankstelle sowie einer die Nachbarschaft störenden Weihnachtsbeleuchtung beschäftigt. In beiden Fällen ist festgestellt worden, dass die

Reklamationen aus der Nachbarschaft gerechtfertigt waren. Es sind keine Massnahmen verfügt oder Ausnahmen genehmigt worden. Der bestehende Konflikt konnte im Dialog geklärt werden.

Frage 3.

Folgende gesetzlichen Grundlagen bestehen:

1. Bundesgesetz über den Umweltschutz (USG; SR 814.01) Art. 1, 7, 11 und 12
2. Bundesgesetz über die Raumplanung (RPG; SR 700) Art. 1 und 3
3. Strassenverkehrsgesetz (SVG; SR 741.01) Art. 6
4. Signalisationsverordnung (SSV; SR 741.21) Art. 6
5. Baugesetz (BauG; BSG 721.0) Art. 9,10 und 24
6. Dekret über das Baubewilligungsverfahren (BewD; BSG 725.1) Art. 6 und 7
7. Kantonales Energiegesetz (KEnG; BSG 741.1) Art. 51

Die Abteilung Stadtplanung, Dienststelle Baubewilligungen und Kontrollen orientiert sich im Rahmen des Baubewilligungsprozesses auch an folgenden Normen und Empfehlungen:

- SIA 491 (SN586 491) «Vermeidung unnötiger Lichtemissionen im Aussenraum»
- Empfehlungen des beco Berner Wirtschaft «Lichtverschmutzung vermeiden»

Deshalb gilt in Baubewilligungen für Reklamen folgende Auflage:
Beleuchtung der Reklamen:
Die Beleuchtung der Reklamen ist gemäss der Norm SIA 491:2013 «Vermeidung unnötiger Lichtemissionen im Aussenraum» auszuführen. Die Baupolizei behält sich vor, bei allfälligen Reklamationen, die Leuchtstärke oder -zeiten der Reklamen nachträglich reduzieren zu lassen.

Zudem wird im Bauentscheid bei grösseren Bauvorhaben folgende Auflage integriert:
Beleuchtete Reklamen an Baukränen:
Die Beleuchtung der Reklamen an Baukräne ist gemäss der Norm SIA 491:2013 «Vermeidung unnötiger Lichtemissionen im Aussenraum» auszuführen.
Die Beleuchtungsstärke darf 2lx nicht überschreiten.
Die Betriebszeiten der Beleuchtung der Reklamen sind zu minimieren. Generell ist die Beleuchtung während der Nacht zwischen 22.00 Uhr und 06.00 Uhr abzuschalten.

Zu beachten gilt, dass Reklamen von geringerer Bedeutung gemäss kantonalem Baubewilligungsdekret nicht bewilligungspflichtig sind.

Frage 4.

Der ESB setzt den Auftrag zur Sicherstellung der öffentlichen Beleuchtung nach den folgenden Vorgaben und Empfehlungen um:

- Grundlage für die Leistungserbringung durch den ESB bildet Art. 8 des ESB-Reglements. Die Leistungserbringung richtet sich zudem nach dem jeweils gültigen «plan lumière de la Ville de Bienne».
- Für die verkehrstechnischen Anforderungen und für die einzuhaltenden Sicherheitskriterien der öffentlichen Sicherheit ist die Stadt Biel zuständig.
- Der ESB ist verantwortlich für die technische Ausführung. Bei der technischen Ausführung berücksichtigt der ESB insbesondere folgende Verordnungen, Gesetze, Normen, Richtlinien und Merkblätter:

    1. Bundesgesetz betreffend die elektrischen Schwach- und Starkstromanlagen (ELeG)
    2. Verordnung über elektrische Starkstromanlagen
    3. Verordnung über elektrische Leitungen (LeV)
    4. Verordnung über elektrische Schwachstromanlagen

5. Bundesgesetz über die wirtschaftliche Landesversorgung (LVG)
6. Verordnung über die Organisation der wirtschaftlichen Landesversorgung (VOEW)
7. SN EN 13201 der Schweizer Licht Gesellschaft
8. SN EN 40 Lichtmaste
9. SN EN 12767 Passive Sicherheit von Tragkonstruktionen für die Strassenausstattung
10. Richtlinie STI 244.1202 Kontrolle und Instandhaltung von Beleuchtungsanlagen für Strassen und öffentliche Plätze
11. SIA Norm 491 Vermeidung unnötiger Lichtemissionen im Aussenraum
12. Merkblätter Electrosuisse, Info 1016, 1019b, 2058

Frage 5.

Siehe Beantwortung der Frage 3 und 4.

Frage 6.

Bisher werden keine solche Schritte unternommen.

Biel, 11. August 2021

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:	Die Stadtschreiberin:
Erich Fehr	Barbara Labbé

Beilage: Interpellation 20210098

Interpellation

2021.0098

Umgang betreffend Emissionen durch künstliches Licht

Künstliches Licht macht die Nacht zum Tag, was vielfach einen positiven Einfluss auf das subjektive Befinden hat. Künstliches Licht, vor allem wenn es falsch eingesetzt wird («Lichtverschmutzung»), hat jedoch auch viele negative Auswirkungen auf Menschen, Tiere und Pflanzen.

In diesem Zusammenhang, und in Bezug auf eine für dieses Jahr neu geplante Vollzugshilfe des BAFU, wird der Gemeinderat gebeten, die folgenden Fragen zu beantworten:

- Welche kommunalen Organe prüfen im öffentlichen Raum **die Einhaltung von Art. 51 KEnG** (BSG 741.1) zur Beleuchtung hinsichtlich «umweltschonend», nicht «himmelwärts strahlend» und nicht «Landschaft beleuchtend» mit all seinen Facetten gemäss Art. 1 Abs. 7 KEnV (BSG 741.111), insbesondere betreffend Strassenbeleuchtung, Objektbeleuchtung und Beleuchtung von Freizeit- und Sportanlagen?
- Welche Feststellungen, Ahndungen, Massnahmen und Ausnahmen haben die zuständigen Organe in Bezug auf **Art. 10 des Ortspolizeireglements** und den Aspekt **«Einwirkungen durch Licht»** innerhalb eines Jahres (vor Corona) gemacht, erlassen oder gewährt?
- Nach welchen Vorgaben, Richtlinien oder Empfehlungen orientiert sich die **Baupolizei** im Rahmen des **Baubewilligungsprozesses** betreffend Lichtemissionen?
- Nach welchen Vorgaben, Richtlinien oder Empfehlungen orientiert sich der **ESB** betreffend **Strassenbeleuchtung** und wie ist der **Stand** hinsichtlich **Umsetzung**?
- Welche Praxis wird hinsichtlich **temporärer Objektbeleuchtungen** wie etwa beleuchtete Reklame auf Baukränen oder ähnlichem angewandt und wie reaktiv/proaktiv wird bei nicht bewilligten Objektbeleuchtungen vorgegangen?
- Welche Schritte werden unternommen, um **die Bevölkerung** über die Beschränkungen hinsichtlich Weihnachts- und ganzjähriger Zierbeleuchtung **zu informieren** (siehe BGE 140 II 33)?

Biel/Bienne, 17.03.2021

Titus Sprenger
Passerelle